

ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

KONINKRIJK BELGIE.

-----

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 août 1994, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant des dispositions fiscales et financières" et, en ayant délibéré en ses séances des 19 septembre, 26 septembre, 28 septembre et 3 octobre 1994, a donné les 28 septembre (articles 41 à 91) et 3 octobre 1994 (articles 1er à 40) l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 augustus 1994 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende fiscale en financiële bepalingen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 19 september, 26 september, 28 september en 3 oktober 1994, en op 28 september (artikelen 41 tot 91) en 3 oktober 1994 (artikelen 1 tot 40) het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Les articles 11 et 12 du projet, qui introduisent dans la loi du 4 décembre 1990 deux nouveaux articles 119quinquies et 119sexies, utilisent l'un l'institution du gage et l'autre celle du mandat, en apportant quelques profondes dérogations aux règles qui dessinent certains des traits les plus significatifs de ces institutions. Ainsi, l'article 11 aboutit à laisser au débiteur le moyen de faire perdre au créancier le bénéfice de la sûreté qui lui a été procurée; ainsi encore, l'article 12 organise un mandat auquel le mandant ne consent pas directement, dont le mandant, qui ne peut d'ailleurs choisir le mandataire, ne peut davantage déterminer les clauses.

Il n'est assurément pas de bonne technique législative de chercher à se référer à tout prix à des figures juridiques existantes alors qu'elles correspondent si peu aux objectifs de l'auteur du projet qu'il ne peut s'y référer sans y apporter bien plus que des retouches, des déformations touchant à l'essentiel, qui finalement dénaturent les figures en question.

Une telle méthode est évidemment préjudiciable à l'homogénéité du système juridique dont il est bon que le législateur garde le souci, même s'il doit pour cela dévoiler, et donc détailler davantage, son intention. Du reste, - et sans doute est-ce là le plus important -, le recours à des constructions juridiques proposées par le Code civil ou le Code de commerce emporte cette conséquence que dans un cas non prévu par le législateur d'aujourd'hui, le juge devra appliquer les règles légales ou jurisprudentiel-

.../...

les qui régissent encore les institutions traditionnelles auxquelles il est fait référence. Or, dans bien des cas ces règles ne seront guère adaptées aux figures très particulières auxquelles le présent projet, par exemple, voudrait atteindre : sa volonté novatrice risque de s'en trouver déjouée.

Il est bon de se souvenir que le système juridique belge reste un système qui n'est pas clos et qu'il y a donc place pour des constructions nouvelles. Mieux vaut se donner la peine, certes parfois un peu rude, de les entreprendre plutôt que de voir le but anéanti parce que l'on aura cru qu'une figure ancienne peut être indéfiniment dénaturée pour répondre à l'intention du projet.

#### EXAMEN DU PROJET.

##### Dispositif.

##### Article 2.

Dans le texte français de cet article, le mot "bonification" doit être précédé de l'article "la".

##### Article 3.

Il convient de modifier l'article 4, alinéa 3, de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, lui-même, et non l'article 30 de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières qui l'a complété.

.../...

Dès lors, la disposition n'a pas sa place dans un chapitre consacré aux modifications apportées aux dispositions de cette dernière loi (voir observation finale).

D'autre part, la disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Art. .... Dans l'article 4, alinéa 3, de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° arrêter des règles spécifiques relatives au maintien en compte s'imposant à l'établissement qui tient des comptes en relation avec la gestion d'un système de compensation de titres, et qui sont relatives au maintien en compte de titres auprès d'un autre établissement semblable, afin de faciliter le transfert de titres entre ces systèmes de compensation de titres;"

#### Articles 4 à 6.

Ces articles tendent à la modification des phrases liminaires de deux dispositions modificatives; celles-ci insèrent par erreur des dispositions nouvelles dans la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, alors qu'elles devaient l'être dans la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

.../...

La manière adéquate de remédier à cette erreur n'est pas d'amender les phrases liminaires erronées des dispositions modificatives, en faisant produire à ces amendements leurs effets le jour de l'entrée en vigueur desdites modifications, mais plus simplement de déplacer les dispositions de la loi dans laquelle elles ont été insérées par erreur, pour les intégrer dans celle où elles auraient dû l'être dès l'origine.

Les dispositions en projet aux articles 4 et 5 doivent être rédigées comme suit :

"Art. ... . Les alinéas 7 et 8 de l'article 10 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, insérés par la loi du 6 août 1993, forment les alinéas 2 et 3 de l'article 10 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

Art. ... . L'article 12bis de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, inséré par la loi du 6 août 1993, forme l'article 12bis de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire".

Les articles dont le texte est ainsi proposé ne sont pas numérotés, puisque ayant pour objet de compléter la loi précitée du 2 janvier 1991, ils doivent figurer dans le chapitre VIII du projet, qui y est consacré, et où ils précéderont directement l'article 35 du projet.

.../...

Le déplacement de dispositions d'une loi dans une autre est une opération matérielle qui n'emporte par elle-même aucun effet juridique.

En ce qui concerne l'article 6, la rétroactivité qu'il prévoit est donc ici dépourvue d'objet. Dès lors, la disposition doit être adaptée en ce sens.

#### Article 7.

Il convient, tant dans cet article que dans l'intitulé du chapitre II, de désigner la loi du 17 juin 1991 en utilisant le nouvel intitulé que lui donne l'article 1er de l'arrêté royal du 29 septembre 1993 qui modifie cette loi.

Dès lors, on écrira "la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé".

#### Article 8.

Le texte néerlandais de l'article 5, § 1er, alinéa 1er, première phrase, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Invité à préciser le sens de la seconde phrase de l'alinéa en projet, et plus particulièrement invité à indiquer si les dispositions de la loi du 4 décembre 1990 réglant l'inscription à la cote d'une bourse de valeurs

.../...

mobilières, et spécialement l'article 32, seraient applicables à l'inscription des valeurs visées à l'article 1er, § 1er, 5°, de cette loi, le délégué du ministre a fourni les précisions suivantes :

"Les articles 31, 33 et 34 de la loi du 4 décembre 1990 sont applicables.

L'objectif de la dernière phrase de l'article 8 est de déroger à l'article 32 (1) de la loi du 4 décembre 1990 dans le sens suivant : les valeurs mobilières visées à l'article 1er, § 1er, 5°, pour lesquelles d'autres marchés ont été créés ou organisés en exécution de l'article 67 peuvent, uniquement à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés, être inscrites à la cote. La Commission de la bourse ne pourra donc pas les inscrire d'office ou à la seule demande de l'émetteur.

Afin de rendre le texte plus clair, il pourrait être rédigé comme suit :

"En dérogation à l'article 32, ces dernières valeurs mobilières ne peuvent être inscrites à la cote d'une bourse de valeurs mobilières qu'à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés et après que l'avis de l'émetteur sur cette inscription ait été préalablement demandé".

Compte tenu de ces explications, la rédaction suivante est suggérée :

"Ces dernières ne peuvent, par dérogation à l'article 32, être inscrites à la cote d'une bourse de valeurs mobilières qu'à la demande des organismes chargés d'administrer ces autres marchés, après que l'avis de l'émetteur sur cette inscription a été recueilli".

---

(1) L'article 32 dispose comme suit :

"Une valeur mobilière ne peut être inscrite à la cote par la Commission de la bourse qu'à la demande de l'émetteur ou qu'après que son avis sur l'inscription à la cote ait été préalablement demandé."

.../...

2. Aucun élément du dispositif ne permet d'inférer l'affirmation, exprimée dans le commentaire réservé à l'article 8 dans l'exposé des motifs, que

"C'est dès lors au moment où le Roi décide d'assimiler une valeur d'un nouveau type à une valeur mobilière qu'il conviendra d'apprécier s'il est nécessaire ou non de créer ou d'organiser pour cette valeur mobilière un marché ad hoc".

Le délégué du ministre nuance ainsi le sens de cette affirmation :

"Au moment où le Roi décide d'assimiler une valeur d'un nouveau type à une valeur mobilière, Il devra examiner s'il est nécessaire ou non de créer ou d'organiser un marché ad hoc. En effet, le fait d'assimiler une valeur à une valeur mobilière impliquera automatiquement que celle-ci est susceptible d'être cotée en bourse, sauf si un marché ad hoc est créé ou organisé pour cette valeur mobilière. Rien n'empêche pourtant que le Roi, ayant apprécié à ce moment qu'un marché ad hoc n'était pas nécessaire, décide ultérieurement que la création ou l'organisation d'un pareil marché s'impose. L'exposé des motifs pourrait être précisé dans ce sens".

Il convient de compléter non seulement l'exposé des motifs, mais également le dispositif.

#### Article 9.

Il ressort du texte en projet et du commentaire des articles 10 et 13 du projet que les organismes de placement destinés aux "investisseurs institutionnels" pourraient se donner pour objet le placement de capitaux recueillis auprès d'un investisseur unique; ce placement cesserait dès lors d'être "collectif" puisqu'un participant unique pourrait être propriétaire du patrimoine indivis d'un fonds de placement ou seul actionnaire d'une société d'investissement; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle

.../...

l'article 119novies, § 2, en projet (article 13 du projet), écarte l'application de l'article 104bis, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (1).

Soumettre de tels placements à des régimes d'indivisions, de sociétés anonymes ou de sociétés en commandite par actions revient dans ce cas à dénaturer profondément ces institutions juridiques : il n'y a pas indivision là où le propriétaire est unique, pas davantage qu'il n'y a, en principe, de société sans associés.

Interrogé à ce sujet, le délégué du ministre fait valoir la justification suivante :

- 
- (1) Selon l'article 104bis : "La réunion de toutes les actions entre les mains d'une seule personne n'entraîne ni la dissolution de plein droit ni la dissolution judiciaire de la société. Si dans un délai d'un an, un nouvel actionnaire n'est pas entré dans la société, si celle-ci n'est pas régulièrement transformée en société privée à responsabilité limitée ou dissoute, l'actionnaire unique est réputé caution solidaire de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les actions entre ses mains jusqu'à l'entrée d'un nouvel actionnaire dans la société ou la publication de sa transformation en société privée à responsabilité limitée ou de sa dissolution".

"De mogelijkheid voor een institutionele beleggingsinstelling om permanent één houder van de rechten van deelneming te hebben werd in het ontwerp van wet opgenomen om aan de Belgische institutionelen een gelijkaardige beleggingsstructuur te bieden als een aantal van de buitenlandse institutionelen in hun eigen land hebben. De faculteit van één houder van rechten van deelneming is dus in het ontwerp voorzien om de institutionele beleggingsinstelling voldoende competitieve middelen aan te reiken ten opzichte van equivalente beleggingsstructuren in het buitenland".

Le commentaire de l'article 13, dans l'exposé des motifs, mentionne certains avantages pratiques qui résulteraient de cette faculté.

Il faut toutefois constater que d'autres personnes que les "investisseurs institutionnels" pourraient vraisemblablement trouver des avantages similaires à se voir doter de la capacité de diviser de leur seule initiative leur patrimoine, sous le couvert de la responsabilité limitée aux apports à des "sociétés" sans associés, constituant des individualités juridiques distinctes de leur propre personne; les justifications avancées permettent d'autant moins d'apercevoir les raisons pour lesquelles ce pouvoir exorbitant serait réservé aux "investisseurs institutionnels", que le projet ne définit pas ces termes et délègue au pouvoir exécutif le soin de désigner les investisseurs qui pourraient se prévaloir de cette qualité (article 119septies, § 3, en projet).

Il n'en est que plus malaisé de comprendre pourquoi ces investisseurs seraient, en l'absence de cette faculté exorbitante du droit commun, privés de "moyens suffisamment compétitifs", et en quoi l'effet de droit décrit plus haut se trouverait, en ce qui concerne particulièrement les investisseurs qui en bénéficieraient, dans un rapport raisonnable de proportionnalité avec le but recherché;

.../...

spécialement, on ne voit pas que le principe inscrit dans l'article 7 de la loi hypothécaire en vertu duquel quiconque est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur ses biens présents et à venir, soit de nature à entraver les activités de ces investisseurs davantage que celles de tout autre, à un point tel qu'il faille leur permettre de s'attribuer, en vue de les mener, diverses personnalités juridiques, alors qu'un tel pouvoir est en principe exclu.

Cette discrimination doit être éliminée.

#### Article 10.

Selon le texte en projet, la règle s'appliquerait indifféremment à toutes les sociétés d'investissement destinées aux investisseurs institutionnels, alors que, selon l'exposé des motifs, cette règle ne serait établie qu'en prévision du cas où l'ensemble des participations seraient détenues par un actionnaire unique.

En effet, comme l'indique le commentaire de l'article, la modification que cette disposition tend à apporter à l'article 109, § 3, de la loi du 4 décembre 1990 tend à neutraliser le risque d'arbitrage fiscal qui résulte du fait que l'ensemble des participations dans une société d'investissement destinée aux investisseurs institutionnels pourraient être réunies dans les mains d'un actionnaire unique. Cette hypothèse se heurte à l'observation formulée sous l'article 9.

Au surplus, le motif qui justifierait qu'échappent à cette obligation de distribution les plus-values réalisées sur des valeurs mobilières n'est pas exposé, alors qu'il

.../...

semble pourtant qu'elles ne soient pas imposables en vertu de l'article 143 de la loi du 4 décembre 1990, et qu'on ne voit dès lors pas que les risques d'arbitrage fiscal seraient moindres en ce qui concerne ces plus-values, avec cette conséquence éventuelle que l'exception prévue à la fin du paragraphe en projet serait alors de nature à exercer une influence déterminante sur l'orientation des placements; une telle conséquence n'est pas conforme au but visé par le texte en projet.

### Article 11.

1. Le texte néerlandais de l'article 119quinquies, § 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le bénéfice des dispositions de l'article 119quinquies, § 2, en projet est réservé aux porteurs de titres représentatifs d'un droit de créance émis par la société d'investissement en créances.

L'alinéa 1er fait allusion à la cession de créance à titre de garantie; les dispositions qui suivent ne concernent cependant que le gage.

La cession fiduciaire de créance se réalise généralement au moyen d'un contrat de cession de créance assorti de clauses résultant de la nature fiduciaire de l'opération : le cessionnaire ne peut, jusqu'à l'échéance de la créance garantie, aliéner la créance cédée, les sommes perçues du débiteur cédé s'imputent sur la créance garantie, le cessionnaire s'engage à restituer au cédant le surplus de

.../...

ces sommes, ou le tout si le cédant s'acquitte de la dette garantie, la cession étant alors considérée comme résolue.

La question est discutée si, et dans quelle mesure, ces conventions sont valables en droit belge (1).

Il est au moins admis que de telles conventions, qui se présentent comme substituts du contrat de gage, ne peuvent s'affranchir des règles impératives ou d'ordre public, au premier rang desquelles figure le principe d'ordre public de l'égalité des créanciers, le législateur pouvant seul établir des causes de préférence entre eux.

La référence, dans une disposition légale, à de tels procédés issus de l'autonomie de la volonté des parties, alors que la loi ne leur accorde aucune reconnaissance générale, ne les organise pas comme tels et, partant, n'en détermine pas les limites, s'avère d'autant plus préjudiciable à la sécurité juridique que les contours de cette liberté contractuelle et les effets externes de ces conventions demeurent incertains; de même la portée exacte d'une telle référence pure et simple à un procédé conventionnel inorganisé présenté comme équivalent à une cause de préférence légale est tout aussi incertaine.

Il faut que, dans un souci de sécurité juridique, le législateur organise la cession fiduciaire des créances dans une loi particulière.

---

(1) Voir notamment I. MOREAU-MARGREVE, "Evolution du droit et de la pratique en matière de sûretés", dans "Les créanciers et le droit de la faillite", Bruylant, 1983, pp. 183 et s., et F.T'KINT, "Sûretés et principes généraux du droit de poursuite des créanciers", Larcier, 1991, pp. 158 et s.

3. Le délégué du ministre indique que l'alinéa 5 du paragraphe 2 en projet doit en réalité se lire comme suit :

"L'article 1er, premier alinéa, du titre VI du livre Ier du Code de commerce et les articles 2075 et 2076 du Code civil ne sont pas d'application. Par dérogation à l'article 4 du titre VI du livre Ier du Code de commerce, le président du tribunal de commerce peut, à la demande du créancier, ordonner que le gage demeurera en paiement au créancier. Les articles 1690, alinéas 2, 3 et 4, et 1691 du Code civil sont applicables".

Ce texte appelle les observations suivantes.

Il convient d'écarter, non pas l'application de l'ensemble de l'article 1er, alinéa 1er, du livre premier, titre VI, du Code de commerce, mais seulement de celles de ses dispositions qui confèrent au gage commercial la nature d'un contrat réel, par analogie avec l'article 2075, alinéa 2, du Code civil, modifié par la loi du 6 juillet 1994.

Il serait, par conséquent, préférable de prévoir, comme le fait cette disposition, que, par dérogation aux articles 1er et 2 du titre VI visé à l'alinéa 4, le créancier est réputé être mis en possession de la créance gagée par la conclusion de la convention de gage.

Il n'est pas nécessaire d'écarter l'application des articles 2075 et 2076 du Code civil : son article 2084 y suffit, d'autant qu'en vertu de l'article 1er de la loi du 5 mai 1872, il y a lieu de se référer, non aux règles du gage civil, mais à celles établies pour la cession de créance.

.../...

C'est d'ailleurs pourquoi l'opposabilité du contrat de gage serait réglée conformément aux articles 1690 et 1691 du Code civil; il n'est cependant pas souhaitable de faire sans plus référence à ces dispositions relatives à la cession de créance, dont la transposition au contrat de gage n'est pas toujours évidente, comme c'est spécialement le cas pour l'article 1690, alinéa 4 (1).

L'opposabilité au débiteur cédé serait réglée conformément à l'article 1690, alinéa 2, dont l'article 1691 constitue une application; l'opposabilité au créancier de bonne foi du cédant, auquel le débiteur de bonne foi paye valablement avant notification de l'engagement, de même éventuellement qu'au bénéficiaire d'un gage dans le même cas, le serait conformément à l'article 1690, alinéa 4; entre créanciers gagistes sur la même créance, la préférence s'établirait selon l'ordre des notifications au débiteur cédé ou des reconnaissances de sa part; et, en cas d'égale préférence, puisque le gage pourrait être établi au profit d'une pluralité de créanciers, l'article 14 de la loi hypothécaire serait d'application; la règle en projet à l'alinéa 3, qui est le pendant de l'article 1690, alinéa 1er, du Code civil ne s'appliquerait qu'aux autres cas.

Le texte proposé par le délégué du ministre doit être revu et complété en s'inspirant du texte des articles 1690 et 1691 du Code civil.

4. Dans l'alinéa 2 du paragraphe 2 en projet, les termes "sommes générées par les créances" seraient

---

(1) Ainsi, que faudrait-il entendre par "le créancier de bonne foi du cédant" pour l'application de cette disposition au gage ?

avantageusement remplacés par les mots "sommes produites par les créances ou reçues en paiement de celles-ci", le paiement s'entendant comme le versement de toute somme destinée à éteindre les obligations attachées à la créance.

La fin de l'alinéa appelle cependant de nettes réserves; les termes "à condition qu'elles soient encore identifiables et qu'elles soient dans le patrimoine de la S.I.C. ou de son mandataire" suggèrent en effet que la société conserverait sans restriction aucune le pouvoir de disposer librement des créances gagées, sauf à voir dans ces restrictions le simple rappel de l'article 46 de la loi hypothécaire, selon lequel le gagiste ne dispose d'aucun droit de suite sur l'assiette du gage, ce en quoi ces réserves seraient superflues.

En réalité, le système organisé par l'article en projet repose sur le postulat que la société débitrice aurait le pouvoir de percevoir le paiement de la créance gagée et d'en investir le montant dans d'autres valeurs.

Il est toutefois essentiel, s'agissant d'un gage sans dépossession, que son assiette soit déterminable au moment de sa constitution, mais aussi au moment de son éventuelle réalisation.

Il faut, dès lors, que la subrogation réelle prévue par l'alinéa 2 en projet soit assortie de garanties légales permettant l'identification de la valeur substituée à la créance initiale donnée en gage.

Le système, même ainsi aménagé, déroge si essentiellement aux éléments fondamentaux du contrat de gage, qu'il y a lieu de se demander si la notion de gage n'est pas entièrement dénaturée et s'il ne serait pas

.../...

préférable de créer une institution nouvelle plutôt que d'utiliser une institution ainsi vidée de sa substance.

### Article 12.

1. A la fin de l'alinéa 1er du paragraphe 5 en projet, il convient, par souci de concordance avec le texte néerlandais, d'écrire "d'une même émission".

2. Il ressort de l'alinéa 2 en projet que les personnes choisies par la société pour représenter les porteurs des titres qu'elle émet agissent en exécution d'un contrat de mandat dont les termes sont convenus entre la société et les mandataires; les mandants sont les porteurs, qui ne sont pas parties à cette convention.

La personne accordant le pouvoir d'accomplir certains actes juridiques serait ici différente de celle au nom de laquelle ils seraient accomplis; le mandant serait le porteur du titre.

Il importe que le texte en projet précise lesquelles de ces règles et de celles du droit commun des obligations seraient d'application; comme, par hypothèse, le mandant ne serait pas la société mais le porteur de titre, sa situation serait déterminée en termes d'opposabilité d'un contrat auquel il n'est pas partie; il est, par conséquent, également impératif qu'à tout le moins, le texte organise cette opposabilité de manière plus satisfaisante, au regard de la protection due aux porteurs des titres, que par la seule mention incidente que "le mandat (...) lie les

.../...

porteurs" pour autant que la convention écrite soit "rendue publique de manière appropriée".

Le système mis en place est contraire à la définition que le Code civil donne du mandat. Le recours à la notion de mandat n'est donc pas acceptable. C'est en vain que l'on soutiendrait que le porteur du titre pourrait adhérer, au moment de l'acquisition du titre, à la convention de mandat. En effet, celle-ci est fondée sur la notion de confiance qui implique que le mandant connaisse personnellement celui qu'il désigne comme étant son mandataire.

Le système conçu, même aménagé comme il est dit ci-dessus, déroge si essentiellement au mandat et plus spécialement à son effet principal qui est la représentation, qu'il y a lieu de se demander si cette notion n'est pas entièrement dénaturée et s'il ne serait pas préférable de créer une notion juridique nouvelle plutôt que de recourir à une notion existante utilisée de manière si inadéquate qu'elle est privée de ses caractéristiques essentielles.

#### Article 13.

La méthode envisagée pour l'insertion des règles relatives aux organismes de placement destinés aux investisseurs institutionnels dans le livre III de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers ne respecte pas les structures actuelles de ce livre.

.../...

Ceci ressort particulièrement de l'article 119septies, § 2, en projet, qui assimile à l'organisme à nombre fixe de parts l'organisme de placement en créances alors que ces deux types d'organismes font l'objet de sections distinctes du titre premier, chapitre premier, de ce livre, de même qu'ils forment deux catégories distinctes dans l'article 108, que le projet ne modifie pas.

La compréhension de ce que vise exactement chacune des dispositions de l'article 119octies en projet en devient particulièrement malaisée. La confusion croît encore à la lecture de l'article 119novies en projet qui, au lieu d'indiquer, comme on l'attend, quelles sont les dispositions du titre applicables à chacune des six formes d'organismes de placement que peuvent constituer les investisseurs institutionnels, mentionne seulement celles des dispositions qui ne s'appliquent à aucune d'elles.

Le délégué du ministre a fourni une liste mentionnant les dispositions applicables à ces organismes de placement (1). Ces précisions ne figurent pas dans le texte en projet.

La disposition doit, dès lors, être fondamentalement revue quant à son organisation et à la détermination des règles applicables aux fonds de placement destinés aux investisseurs institutionnels :

---

(1) jointe au présent avis.

- 1° au lieu d'ajouter un 3°, à l'alinéa 1er de l'article 105, comme tend à le faire l'article 9 du projet, il convient d'y remplacer l'alinéa 2, par le texte suivant : "Les organismes visés à l'alinéa 1er, 1°, peuvent également recueillir leurs capitaux exclusivement auprès d'investisseurs institutionnels" (1);
- 2° les dispositions particulières à chaque catégorie d'organismes destinés aux investisseurs institutionnels doivent être intégrées dans chacune des sections II à IV du livre premier, titre premier, chapitre premier, selon la nature de l'organisme, et préciser quels sont les autres articles de la section qui ne sont pas applicables; il conviendra de préciser dans les autres articles du livre III, si cela ne résulte pas des articles qui précèdent, que l'application de telle ou telle disposition doit être écartée lorsque les capitaux sont recueillis auprès d'investisseurs institutionnels.

La section première du chapitre précité devra, quant à elle, être complétée par les dispositions déterminant quels investisseurs sont qualifiés par la loi d'institutionnels, pour bénéficier du régime particulier qu'elle tend à leur réserver; ainsi qu'il a été dit à propos de l'article 9, il ne se conçoit, en effet, pas que cet élément, qui est le plus essentiel, échappe totalement au législateur pour être à la discrétion du pouvoir exécutif.

---

(1) La phrase qui introduit l'alinéa 1er devrait dans le même temps être complétée par les mots ",ci-après dénommés \"organismes de placement\"".

Article 14.

Il convient d'écrire "modifié par la loi du 28 décembre 1992" car la modification de l'article par la loi du 5 août 1992 est devenue sans objet et il n'y a donc plus lieu de la mentionner.

Article 15.

1. La fin de la première phrase de l'alinéa 2 en projet doit se lire "pour l'exercice des activités visées à l'article 194, alinéa 2".

2. Invité à expliquer, exemple à l'appui, ce qu'il convient d'entendre, pour l'application de l'alinéa 4 en projet, par "personnes qui détiennent (...) indirectement dans le capital de la société une participation, conférant le droit de vote ou non, de cinq pour cent au moins", le délégué du ministre a répondu :

"Supposons que dans votre exemple la société interposée possède une participation de 5 %. Dans ce cas, bien qu'à première vue il n'existe pas de participation indirecte (20 % des 5 % précités n'équivalent qu'à 1 %), il n'est pas exclu que le détenteur de cette participation de 5 % possède de fait la majorité des voix dans la société interposée (par exemple, vu la grande dispersion des autres actions dans le public). Cette situation peut être constatée lors du vote à l'assemblée générale. Elle est également visée par l'alinéa 4.

Par "participations indirectes", l'on ne vise que les participations à l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales ou sous-filiales".

.../...

Il faudrait, pour déterminer si l'on a affaire à une participation indirecte d'une personne morale, apprécier dans quelle mesure les votes de la personne concernée sont en mesure de déterminer les décisions de l'assemblée générale de la société dont l'interposition est présumée.

Si l'on peut éventuellement admettre que la détention de participations dans la société considérée comme interposée, en nombre tel qu'elles confèrent une majorité de fait à leur détenteur, puisse constituer un critère décisif, on comprend cependant mal comment on peut encore le tenir pour tel à la lecture du texte en projet, dès lors qu'il regarde comme indifférent que la société interposée soit elle-même titulaire ou non d'une participation lui assurant une majorité, voire même, plus simplement, un quelconque droit de vote.

Sur ce point, le texte doit être revu.

3. Invité à préciser la portée des trois derniers alinéas de l'article en projet, le délégué du ministre a communiqué les informations suivantes :

"Alinéa 5. Les personnes dont question à l'alinéa 3 sont visées par l'alinéa 5. Toutefois, il ne semble pas nécessaire de les mentionner expressément, étant donné que l'alinéa 3 dit clairement que les conditions précitées (il s'agit des conditions que le Roi peut déterminer en vertu de l'alinéa 1er, ainsi que des conditions mentionnées à l'alinéa 2) sont applicables à ces personnes.

Par contre, les personnes visées à l'alinéa 4 ne sont pas visées par l'alinéa 5. Le refus de l'enregistrement de la société au cas où les

.../...

actionnaires ne répondent pas aux conditions, découle de l'alinéa 4 lui-même. Toutefois, afin d'être complet, il y a lieu de commencer l'alinéa 4 par les mots : "L'enregistrement de la société est refusé, révoqué ou suspendu si ...".

Les conditions légales sont celles mentionnées à l'alinéa 2, ainsi que celles découlant des dispositions de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Les autres conditions sont uniquement celles que le Roi détermine en exécution de l'alinéa 1er.

Alinéas 6 et 7. C'est la Commission bancaire et financière qui sera chargée de l'enregistrement et du contrôle des bureaux de change. C'est également elle qui déclarera sa décision exécutoire nonobstant recours. Il n'est pas possible d'énumérer les motifs graves qui peuvent l'amener à faire cette déclaration, mais elle devra les apprécier cas par cas".

4. Selon le nouvel article 195, alinéa 6, de la loi du 4 décembre 1990 en projet, le Roi règle la procédure d'enregistrement des personnes qui font le commerce des monnaies étrangères, ainsi que celle de la suspension et de la révocation de l'enregistrement.

Le Roi règle, en outre, le recours ouvert contre le refus d'enregistrement, contre une suspension ou une révocation de celui-ci. Il s'agit en l'occurrence de décisions rendues par une autorité administrative subordonnée au ministre des Finances.

Le recours contre une révocation porté devant le ministre des Finances est suspensif sauf si la décision est déclarée exécutoire nonobstant recours.

.../...

Le texte ne dit pas qui déclare la décision exécutoire en cette éventualité, mais il semble bien que c'est l'autorité administrative subordonnée et non le ministre des Finances.

La mise à exécution d'une décision administrative pendant le temps où le ministre des Finances procédera à l'examen du dossier est de nature à provoquer des dommages graves et difficilement réparables tant sur le plan de la notoriété de la personne ou de la société visée que sur celui des charges d'exploitation telles que rémunération du personnel, loyers, abonnements divers.

La section d'administration du Conseil d'Etat ne pourrait être valablement saisie pour obtenir par référé la suspension de la décision administrative, car pareille demande présuppose l'introduction d'une requête en annulation, laquelle est impossible aussi longtemps que le ministre des Finances n'a pas rendu sa décision.

Selon la Cour d'arbitrage (1), lorsque le législateur a estimé qu'il est souhaitable de prévoir la possibilité d'une demande de suspension des actes administratifs, il ne peut refuser cette demande à certaines catégories de sujet de droit s'il n'existe pour se faire une justification raisonnable.

---

(1) Arrêt n° 61/94 du 14 juillet 1994, Moniteur belge 9 août 1994, p. 20.160.

Hormis le cas où une infraction pénale commise au sein d'une société de change entraînerait une fermeture de l'établissement par décision des autorités judiciaires, le projet ne développe pas les motifs qui justifieraient, dans certains cas, la privation par une décision administrative prise au détriment de l'exploitant, d'un recours juridictionnel permettant d'obtenir, s'il échet, la suspension de l'exécution d'une décision administrative de fermeture.

Le remède à ces inconvénients pourrait résider dans l'octroi au ministre des Finances, et non plus à l'autorité subordonnée, du pouvoir de décider par mesure de sûreté et dans les cas graves, la suspension de l'enregistrement pendant le temps nécessaire à l'examen au fond de la décision de révocation de l'enregistrement.

Si l'on envisage le projet de cette façon, un recours en suspension devant le Conseil d'Etat serait possible contre la décision du ministre des Finances.

#### Article 16.

De l'accord du délégué du ministre, il faut écrire :

"Art. .... Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de l'article 13".

.../...

Article 21.

Dans la phrase introductive de l'article 5, § 2, alinéa 2, les mots "en annexe" peuvent être omis.

Article 26.

Conformément à l'usage, la phrase liminaire s'écrit comme suit :

"Art. .... Dans l'article 7 de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie, les alinéas 1er et 2, remplacés par la loi du 17 juin 1991, sont remplacés par les alinéas suivants :".

Article 27.Article 7bis, § 1er, en projet.

1. L'alinéa 1er règle simultanément la composition du comité de direction "élargi" et le mode de nomination et de révocation des quatre membres qui complètent le comité de direction lorsqu'il délibère pour la gestion des systèmes de protection des dépôts, ainsi que de leurs suppléants.

Il n'est cependant pas à proprement parler exact d'écrire que le comité de direction sera dans ce cas complété "par deux membres effectifs et deux membres suppléants"; d'autre part, la rédaction du 1° ne permet pas de déterminer si le membre effectif et son suppléant devront

.../...

être choisis sur une même liste de trois candidats ou sur deux listes distinctes; enfin, puisque les membres visés au 1<sup>o</sup> représentent le secteur des établissements de crédit et sont nommés sur la proposition de leurs associations professionnelles, il est permis de supposer qu'ils ne pourraient être démis de leurs fonctions que sur la proposition, ou du moins sur avis de ces associations, auquel cas le texte devrait le prévoir expressément.

Il peut être suggéré de rédiger comme suit les dispositions formant cet alinéa 1er :

"Art. 7bis, § 1er. Lorsqu'il délibère pour la gestion (comme au projet), le comité de direction est complété par :

- 1<sup>o</sup> deux membres nommés par le Roi sur une liste de trois candidats présentés par les associations professionnelles représentant les établissements de crédit;
- 2<sup>o</sup> deux membres nommés par le Roi.

Il est nommé, selon les mêmes modalités, un suppléant à chacun de ces membres, pour le remplacer en cas d'empêchement.

Les membres et les suppléants sont révoqués par le Roi; toutefois, lorsqu'ils ont été nommés sur la présentation des associations professionnelles représentant les établissements de crédit, ils ne peuvent l'être qu'à la demande ou moyennant l'avis de ces associations".

.../...

Si l'intention était toutefois que le suppléant soit nommé sur la même liste de trois candidats que le membre, ou encore de ne limiter en rien le pouvoir de révocation à l'égard des membres et suppléants proposés par les professionnels du secteur, ce texte devrait être remanié en conséquence.

L'alinéa 2, devenant l'alinéa 4, devrait être rédigé comme suit :

"L'article 7, alinéa 4, est applicable aux mandats visés aux alinéas 1er et 2."

2. Encore que le délégué de la Commission bancaire et financière n'ait pas voix délibérative, l'hésitation est permise quant à savoir si, dans la disposition en projet à l'alinéa 3, son "siège" doit ou non être pris en considération pour l'établissement du quorum et de la majorité, alors que l'intention est qu'il ne le soit pas.

De l'accord du délégué du ministre, le mot "siège" doit être remplacé par le mot "assiste", par analogie avec ce que prévoit l'article 12 de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935.

3. Dans la disposition en projet à l'alinéa 4, les mots "réunions et délibérations" doivent être remplacés par les termes "opérations, délibérations et décisions", davantage conformes à ceux utilisés dans les articles 11 et 12 visés au texte.

.../...

Invité à préciser pour quelle raison l'application des mesures de contrôle prévues par ces articles se justifierait en cas d'indemnisation des déposants, mais non, comme l'affirme l'exposé des motifs, dans les cas d'intervention préventive, le délégué du ministre a fourni les explications suivantes :

"La différence de régimes, au regard de la "tutelle", selon que le comité de direction de l'I.R.G. décide d'une intervention préventive ou d'une intervention d'indemnisation s'explique par la philosophie de ces interventions respectives. Les interventions en indemnisation sont encadrées par les dispositions organiques et statutaires de l'Institut de réescompte et de garantie par les termes, très précis, du protocole qui précisera les critères, limites et modalités des remboursements. Rien de similaire n'existe en ce qui concerne les interventions préventives, qui sont réglées uniquement par une indication très générale, dans le protocole, des cas dans lesquels ces interventions peuvent être décidées. Ces cas sont définis en deux hypothèses. La première vise les cas où l'intervention préventive est moins onéreuse qu'une intervention de remboursement; la seconde vise le cas où il s'indique, dans l'intérêt général du système monétaire et du crédit, de prévenir le risque de défaillance de l'établissement de crédit en cause. Quant à la conception du financement, bien que les contributions versées par les établissements de crédit deviennent la propriété de l'I.R.G., la philosophie du système considère, en quelque sorte que les établissements de crédit gardent une sorte de "clé" sur l'utilisation de leur contribution pour des cas d'interventions préventives qui comportent soit le sauvetage d'un concurrent, soit la couverture de son passif, au moins envers les épargnants. De plus, les interventions préventives peuvent comporter des prélèvements importants sur les ressources du fonds, alors que celles-ci doivent pouvoir être mobilisées, également, et d'une façon réglée comme dit plus haut, en cas d'intervention en indemnisation. Comme dans le protocole existant depuis 1985, le Gouvernement a marqué son accord pour que ces interventions préventives, à décider par l'Institut de réescompte et

.../...

de garantie, ne puissent l'être que moyennant un quorum spécial, englobant un nombre suffisant de représentants du monde des établissements de crédit, puisque ce sont les ressources provenant de la communauté bancaire qui sauvent un concurrent ou désintéressent ses créanciers. Le Gouvernement a considéré, en conséquence, que le processus de décision des interventions préventives ne doit pas comporter une intervention de tutelle du ministre des Finances".

Article 7bis, § 2, en projet.

Le quorum est le nombre minimal de membres d'une assemblée dont la présence est requise pour qu'elle puisse valablement délibérer et prendre une décision; l'alinéa 1er prévoit une majorité spéciale de deux tiers, mais aucun quorum; les majorités s'établissent en fonction du nombre de membres présents ou de suffrages exprimés.

On comprend donc mal que les statuts, comme l'indique le délégué au sujet de l'alinéa 2, règlent "le mode de détermination des quorums prévus par la loi", puisqu'à proprement parler, elle n'en fixe aucun (1).

Il conviendra donc d'apprécier s'il ne serait pas souhaitable que le texte soit complété sur ce point, en vue de renforcer l'exigence de la majorité spéciale, au besoin même en imposant le quorum dans chacun des deux groupes

---

(1) La distinction, que l'on rencontre parfois, entre le "quorum de présences" et le "quorum de vote", cette dernière expression désignant le nombre requis de votes favorables, résulte de la méconnaissance du sens exact du terme "quorum".

formés respectivement par les représentants des pouvoirs publics et par ceux des établissements de crédit.

Article 7bis, § 3, en projet.

Le délégué du ministre a fourni, au sujet de ce paragraphe, les précisions suivantes :

"Les "organes ordinaires" sont bien, d'une part, le comité de direction dans sa formation ordinaire et, d'autre part, le directeur général.

En vertu de l'article 23, alinéa 4, des statuts de l'I.R.G., le directeur général est également autorisé à engager l'Institut pour les affaires courantes.

Les délégations de pouvoir pour l'exécution des décisions sont prévues pour mettre en oeuvre le système de gestion financière des disponibilités du Fonds. Le comité de direction élargi définira la politique générale de cette gestion tandis que la traduction concrète, au niveau de la gestion journalière, pourrait être confiée au comité de direction ordinaire ou au directeur général. Ceux-ci pourraient, concrètement, être chargés, dans le cadre des directives données par le comité de direction élargi, des opérations de placement et de réalisation des avoirs. Les subdélégations sont prévues, d'une part, pour permettre à des agents de l'Institut de mettre en oeuvre des décisions de gestion journalière des organes ordinaires et, éventuellement, pour y associer des personnes spécialisées en la matière et venant du monde des établissements de crédit. Il est évident que l'exécution des décisions générales du comité de direction élargi comportera des actes juridiques. Ceux-ci engageront l'Institut pour compte du système de protection des dépôts".

Article 7bis, § 5, en projet.

L'article 3, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un "Institut de réescompte et de garantie" prévoit que les détenteurs des parts représentatives de son capital (1) ne sont tenus, même vis-à-vis des tiers, que du montant de leur souscription.

D'autre part, en vertu de l'article 5, alinéa 3, du même arrêté, l'Etat garantit envers les tiers la bonne fin des obligations de l'institut; en vertu de la disposition en projet, cette garantie ne s'étendrait pas aux engagements pris pour compte des systèmes de protection des dépôts.

Le délégué du ministre indique que le financement de ces systèmes par les contributions des établissements adhérents :

"ne doit pas conduire à modifier l'article 3 de l'arrêté royal n° 175 relatif à la libération de la part souscrite par les détenteurs de parts dans le capital de l'I.R.G. Il y a, en effet, une séparation totale, sur le plan comptable et patrimonial, entre les moyens d'actions de l'Institut dans son rôle, d'une part, de financement du secteur bancaire et, d'autre part, dans la gestion des systèmes de protection des dépôts. Les éventuelles libérations du capital souscrit sont dues par les établissements de crédit, détenteurs de parts, en leur qualité d'"actionnaires" de l'I.R.G. tandis que les appels complémentaires de cotisation sont dus en leur qualité de débiteurs de l'I.R.G., sur base du protocole contractuel à intervenir entre les établissements de crédit et cet Institut.

---

(1) Peuvent seuls souscrire ou acquérir ces parts des établissements de crédit de droit belge agréés par le ministre des Finances.

De la même manière, la garantie de l'Etat a été conçue, en 1935, pour couvrir les obligations de l'Institut découlant de son rôle de financier des établissements de crédit. Il est évident que l'on ne pouvait imaginer que les engagements pris par l'Institut (voir ci-après) dans le cadre du système de protection des dépôts soient couverts par la garantie de l'Etat. Ce serait, en effet, faire supporter par l'Etat toute la charge des obligations que l'Institut ne serait pas en mesure d'honorer sur base des disponibilités du Fonds. Comme les systèmes de protection des dépôts sont fondés sur un principe de solidarité des établissements de crédit, cette charge de l'Etat est évidemment à exclure. C'est pourquoi, d'ailleurs, le § 5 suspend les obligations de l'Institut en cas d'insuffisance du Fonds et exclut la possibilité pour l'Institut d'être exécuté dans le cadre des systèmes de protection des dépôts au-delà des disponibilités du Fonds et écarte la garantie de l'Etat".

#### Articles 28 et 29.

#### Observation générale.

En ce qui concerne l'éventuelle insertion de ces dispositions autonomes dans une législation qui ne se caractériserait pas essentiellement, comme le projet, par la diversité de ses objets, le délégué du ministre a fait savoir que :

"La seule législation dans laquelle les dispositions prévues à l'article 28 auraient pu s'intégrer est la loi organique de l'Institut de réescompte et de garantie (arrêté royal n° 175). C'est dans cette voie que l'on s'était, en un premier temps, orienté. Toutefois, cette insertion aurait porté sur de nombreux et longs textes qui ne sont pas tous relatifs à des interventions de l'I.R.G. mais, également, à des interventions de la Commission bancaire et financière. L'I.R.G. a souhaité que ne

.../...

soient introduites dans sa loi organique que les seules dispositions relatives à l'organisation de l'institut".

Il y a lieu d'intégrer la teneur des articles 28 et 29 dans la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, dans le titre relatif aux systèmes de protection des dépôts, à la suite de l'article 110, sous la forme d'articles 110bis, ter, quater, etc.... .

L'article 14, § 1er, alinéa 2, de la directive 94/19/CEE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts prévoit que les dispositions mises en vigueur par les Etats membres pour s'y conformer contiennent une référence à cette directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle; les modalités de cette référence sont arrêtées par les Etats membres.

L'une des manières de se conformer à l'article précité consiste à rédiger le premier de ces articles comme suit :

"Art. 110bis. Les articles 110ter à 110 (...) appliquent la directive 94/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts".

Les sept paragraphes formant l'article 28 du projet doivent être répartis en plusieurs articles distincts; la succession de ces paragraphes semble, compte tenu de leur objet respectif, désordonnée; il convient de grouper en un premier article les paragraphes 2 et 6, qui concernent les

.../...

conditions d'intervention du système en faveur des déposants des établissements de droit belge, en un deuxième article les paragraphes 1er et 7, qui règlent le cas particulier de l'adhésion volontaire ou obligatoire de certaines succursales d'établissements relevant du droit d'un autre Etat membre, en un troisième article, le paragraphe 5, qui a trait aux éventuelles contributions initiales au financement du système, et, en un quatrième article, enfin, les paragraphes 3 et 4, qui énoncent des règles accessoires relatives aux créances et autres avoirs du système de protection.

#### Article 28.

##### Observations particulières.

##### Paragraphe 1er, alinéa 2.

1. L'article 4, paragraphe 4, de la directive précitée n'utilise pas des termes "l'autorité de contrôle prudentiel", qui doivent donc être remplacés par ceux dont elle fait usage : "l'autorité qui a délivré l'agrément".

2. Afin de respecter les dispositions de la directive, il y a lieu d'écrire, à la deuxième phrase, "A défaut de redressement de la situation dans les douze mois, l'institut ...".

Paragraphe 2.

1. Mieux vaut, pour la seconde phrase de l'alinéa 1er, se conformer plus fidèlement à la rédaction de l'article premier, 3, i, alinéa 2, de la directive et écrire :

"Ce constat est fait au plus tard vingt et un jours après avoir établi pour la première fois que l'établissement de crédit n'a pas restitué les dépôts échus et exigibles."

Paragraphe 3.

L'article 19 de la loi hypothécaire comporte deux 4<sup>o</sup> novies, l'un introduit par la loi du 26 mars 1971, l'autre par celle du 10 avril 1971; pour éviter toute équivoque, il est préférable d'écrire, dans l'alinéa 2 : "... immédiatement après ceux mentionnés aux 4<sup>o</sup> novies de l'article 19 de la loi ...".

Paragraphe 4.

Ce paragraphe fait l'objet des précisions suivantes de la part du délégué du ministre :

"La référence concerne bien le paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 28. Cette référence couvre tous les systèmes de protection des dépôts qui pourraient être, soit institués par l'I.R.G., soit institués autrement mais confiés à l'institut pour ce qui est de leur gestion.

.../...

Les "produits" des systèmes de protection des dépôts visent les revenus procurés par le placement des avoirs du système. Le terme est classique en droit comptable et financier. Il ne s'agit pas, en effet, toujours en termes juridiques, de "revenus", par exemple lorsqu'il s'agit de plus-values constatées à l'occasion de la réalisation de certains avoirs".

Le début du paragraphe serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Les recettes et les produits des avoirs des systèmes de protection des dépôts ne constituent pas ...".

#### Paragraphe 5.

1. Comme l'indique le commentaire de l'article 28, ce paragraphe

"prévoit la possibilité pour le Roi de fixer une contribution d'entrée aux établissements qui n'apportent au système nouveau ni des versements de fonds constitués dans le passé, ni la garantie faisant l'objet de l'article 29."

Le délégué du ministre précise que le pouvoir ainsi attribué au Roi serait de nature réglementaire, ce qui ne ressort pas clairement du texte; il devrait donc être adapté pour prévoir que le Roi détermine, non la contribution initiale elle-même, mais son mode d'évaluation ou de calcul.

Il admet d'autre part que la fin du paragraphe pourrait être rédigée de la manière suivante : "... ou qui ne bénéficient pas de la garantie visée à l'article (29)".

.../...

A ce sujet, il fournit en outre les précisions suivantes :

"Il est exact que les établissements visés à l'article 29 ne pourront se voir appliquer le paragraphe 5, puisque ces établissements bénéficient de l'intervention spéciale de l'Etat sous forme d'une garantie de 3 milliards accordée au fonds.

Cette différence s'explique par le fait que les établissements visés à l'article 28, § 5, ne sont pas des établissements prévus à l'article 29. Il s'agit, en effet, des associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel, qui, dans la situation actuelle, ont un système propre d'indemnisation des défaillances, système qui pourrait ne pas avoir de ressources à apporter au système unique nouveau.

L'on ne croit pas que la disposition comporte un élément de discrimination. Au contraire, la disposition vise à assurer, selon des règles qui doivent s'inspirer d'un principe d'équité, un apport proportionnel de ces associations de crédit".

La garantie visée à l'article 29 donne lieu au commentaire suivant :

"Cette garantie s'analyse comme un des éléments du financement du système. En cas de difficulté d'un établissement bénéficiant de cette garantie, celle-ci jouera avant les ressources générales du fonds. Il y a parallélisme avec les "apports" des établissements privés pour lesquels sont apportés les soldes disponibles des fonds d'intervention mis en place en 1985 et qui seront, eux également, utilisés prioritairement et pour les interventions au bénéfice d'établissements de crédit des catégories en question. Cette garantie de trois milliards s'analyse donc comme un élément, dès le départ, du financement du nouveau fonds de protection des dépôts. La différence, purement apparente, tient au fait que les établissements privés participent à un système de protection des dépôts depuis dix ans tandis que, depuis

.../...

la même époque, les établissements publics de crédit étaient tenus à verser, à l'Etat; une contribution calculée sur des bases identiques (0,2%) mais qui a servi aux ressources ordinaires de l'Etat sans qu'un fonds ait été constitué (loi du 1er août 1985). Il y a donc bien, sur le plan économique et financier, une équivalence entre les apports des fonds privés existants et l'apport de sa garantie effectué par l'Etat dans l'intérêt des institutions garanties. La chose apparaît, dans le texte du projet (article 28, § 5, in fine), dont vous n'avez repris que la première partie ("pour lesquels ne sont pas versées des contributions apportées par un système auquel ils auraient adhéré antérieurement") et non la seconde, équivalente ("ou pour lesquels une garantie n'est pas constituée")".

Selon le commentaire que l'exposé des motifs réserve à l'article 29, la garantie spéciale de l'Etat en cas d'interventions, avant le 31 décembre 1999, rendues nécessaires par la situation des établissements publics de crédit ou de la Caisse générale d'épargne et de retraite-Banque, constituerait un "moyen transitoire d'alimentation des systèmes de protection des dépôts, compensant l'absence d'apports par ces établissements, de moyens constitués dans le passé".

On peut difficilement suivre le délégué du ministre lorsqu'il conclut à l'équivalence entre, d'une part, les apports des fonds privés existants, auxquels devraient être assimilées les contributions initiales des établissements qui n'y adhéraient pas, et, d'autre part, l'"apport" de la garantie de l'Etat en cas d'intervention provoquée par la situation de l'un des établissements de crédit visés à l'article 29; en effet, alors que les premiers seront définitivement acquis par le fonds mutuel de garantie, la mise en oeuvre de la garantie de l'Etat demeure purement

.../...

éventuelle, durant une période transitoire de cinq ans; à la différence des apports réels des fonds privés ou des établissements qui n'y adhèrent pas, cette garantie ne contribuerait donc au financement du fonds qu'en cas d'intervention, durant cette période, destinée à pallier la défaillance de l'une des institutions dans l'intérêt desquelles elle est prévue.

Au surplus, tant que l'Etat ne sera pas amené à intervenir, les intérêts de ce montant de 3 milliards seront acquis à l'Etat et non au fonds.

Une façon de réaliser un système équivalent serait qu'à tout le moins les 3 milliards soient directement et définitivement apportés par l'Etat comme contribution au système de protection de dépôts, pour lui être acquis. A défaut d'un tel apport, il y aurait entre les deux systèmes une discrimination qui ne serait pas justifiée par des critères objectifs.

2. Quant au paragraphe 7, le délégué du ministre a communiqué les éclaircissements suivants :

"L'expression "à défaut d'une telle participation" doit être entendue comme signifiant "lorsque la succursale n'adhère pas, en Belgique, au système de protection des dépôts dans la limite des exigences de la directive européenne".

Le paragraphe 5, est, en principe, susceptible de s'appliquer dans le cas visé au paragraphe 7. Il est prématuré de déterminer si le paragraphe 5 serait appliqué effectivement.

.../...

La dernière phrase du paragraphe 7 de l'article 28 ne s'applique, bien évidemment, qu'aux cas où une des succursales visées par ce paragraphe n'aurait pas adhéré suite à l'injonction qui lui aurait été faite par la Commission bancaire et financière. Compte tenu de cette précision, l'article 12, alinéa 3, de la directive est sans rapport avec la phrase examinée, mais bien avec la première phrase du paragraphe 7.

Par ailleurs, il y a une différence entre le système de l'article 4, § 4, de la directive qui concerne une exclusion du système d'une institution qui a été membre du système de protection des dépôts et le cas très particulier réglé par le paragraphe 7 discuté qui, dans sa dernière phrase, concerne une institution qui n'a pas, malgré l'injonction qui lui en a été faite, participé à un système de protection des dépôts et qui sera, en conséquence, l'objet de mesures conduisant à remettre en question son droit de fonctionner comme établissement de crédit".

Les dispositions visées appellent les observations suivantes :

- 1° il convient que le législateur et non le Roi détermine le champ d'application exact des règles visées aux paragraphes 1er, 5 et 7;
- 2° la loi ayant été complétée quant au champ d'application des dispositions précitées, il convient également de prévoir que le Roi détermine le mode d'évaluation de la contribution et son mode de calcul.

Le renvoi à l'article 75 de la loi est quant à lui superflu, puisque, selon ses propres termes, il s'applique lorsque la succursale ne se conforme pas aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables en Belgique; tel serait le cas du refus d'adhésion, lorsqu'elle est exigée par la Commission bancaire et financière.

.../...

Ou bien la succursale de banque participe à des systèmes de dépôts et dans ce cas c'est le système prévu au paragraphe 1er, alinéa 2, en projet qui est applicable.

Ou bien, la succursale de banque refuse de participer à des systèmes de dépôts, et c'est alors l'article 75 de la loi du 22 mars 1993 qui s'applique.

La dernière phrase du paragraphe 7 doit être complétée pour faire apparaître clairement ces deux hypothèses.

#### Paragraphe 7.

Il y a lieu de se référer à l'observation formulée sous le paragraphe 5.

#### Article 29.

1. Il y a lieu de se référer à l'observation relative au paragraphe 5 de l'article 28.

2. Le délégué du ministre commente comme suit l'alinéa 4 :

"L'article 29, alinéa 4, vise à permettre au Roi de faire l'adaptation du texte en cas de privatisation d'établissements publics de crédit. Concrètement, il s'agirait :

.../...

- de faire passer certaines institutions citées dans l'alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, dans la rubrique de l'alinéa 1er, 2<sup>o</sup>;
- d'insérer, dans l'alinéa 2, la référence aux dispositions des lois ou arrêtés de pouvoirs spéciaux de privatisation, parallèlement à ce qui a été fait pour la référence à l'article 56, alinéas 2 et 4, de l'arrêté royal du 29 septembre 1993.

L'article 100 de la loi du 22 juillet 1973 pourrait, évidemment, servir de base à une adaptation de l'article 29, mais il s'agit d'une disposition de délégation de pouvoirs spéciaux pour une durée limitée et l'on ne doit pas exclure, dans l'un ou l'autre cas de privatisation qui pourrait se présenter, que les adaptations législatives se fassent par des lois ordinaires".

En conséquence, une loi ordinaire doit apporter, dans les alinéas 1er et 2, les adaptations requises : l'alinéa 4 doit dès lors être omis.

#### Article 30.

Il est fait référence à l'observation finale n° 1.

Par ailleurs, il faut écrire :

"Art. .... Les articles 248 et 249, § 6, remplacé par la loi du 22 mars 1993, de la loi ...".

.../...

Article 31.

La disposition en projet au 2°, tend à dispenser les caisses d'épargne communales, par dérogation aux articles 64, 5°, et 110, alinéa 1er, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, de toute participation à un système collectif de protection des dépôts.

Les alinéas 1er et 2 de l'article 3, paragraphe 1er, de la directive disposent comme suit :

"...

Toutefois, un Etat membre peut dispenser un établissement de crédit d'adhérer à un système de garantie des dépôts lorsque cet établissement appartient à un système qui protège l'établissement de crédit lui-même et notamment garantit sa liquidité et sa solvabilité, assurant ainsi aux déposants une protection au moins équivalente à celle qu'offre un système de garantie des dépôts et qui, de l'avis des autorités compétentes, remplit les conditions suivantes :

...

- le système ne consiste pas en une garantie accordée aux établissements de crédit par l'Etat membre lui-même ou par ses autorités locales ou régionales".

La forme de garantie qui résulte de la circonstance que les caisses d'épargne communales ne sont pas dotées d'une personnalité et d'un patrimoine distincts de ceux de la commune, de telle manière que celle-ci répond de tous leurs engagements, ne peut que malaisément être considérée

.../...

comme l'effet, visé par l'alinéa 2 cité ci-dessus, d'"une adhésion à un système qui protège l'établissement de crédit lui-même" et qui "ne consiste pas en une garantie accordée aux établissements de crédit par l'Etat membre lui-même ou par ses autorités locales ou régionales", de telle manière que la conformité de la disposition en projet à la directive est douteuse.

#### Article 32.

Il est fait référence à l'observation finale n° 1.

#### Articles 35 et 36.

Il est contraire aux règles de la légistique formelle d'abroger des articles de lois qui avaient pour objet de modifier des articles d'une autre loi. Tel était pourtant l'objet :

- 1° des articles 32 (d'ailleurs devenu sans objet depuis la loi du 28 juillet 1992) et 33 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, qui ont modifié les articles 1er et 5 de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la dette publique;
- 2° des articles 69 et 70 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, qui

.../...

procèdent aussi à des modifications des articles 1er et 5 précités.

Les articles 37 et 38 du projet, qui remplacent lesdits articles 1er et 5, se suffisent à eux-mêmes. Les chapitres VIII et IX contenant les articles 35 et 36 du projet sont inutiles et doivent être omis.

#### Chapitre X.

Les dispositions du chapitre X en projet ne sont pas commentées dans l'exposé des motifs.

Suivant le délégué du ministre, elles reproduisent des textes existants moyennant certains aménagements dont l'utilité n'est pas précisée par lui.

Il convient, en tout cas, de développer davantage le commentaire consacré aux articles de ce chapitre en y expliquant les raisons des aménagements apportés aux textes existants.

#### Article 37.

Il faut écrire dans la phrase liminaire : "... de la dette publique, modifié par la loi du 28 juillet 1992 ...".

.../...

Article 38.

Dans l'article 5, alinéa 3, en projet, il convient de remplacer les tirets par les subdivisions 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Articles 41 et 42.

Les articles 41 et 42 du projet ont tous deux pour objet de modifier l'article 2 de l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des rentes. Ces dispositions doivent être groupées en un seul article rédigé comme suit :

"Art. .... A l'article 2 de l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des rentes, modifié par la loi du 22 juillet 1991, sont apportées les modifications suivantes :

- 1<sup>o</sup> l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant : "...";
- 2<sup>o</sup> l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 : "...".

Article 44.

Afin d'éviter toute discordance avec la terminologie utilisée par la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, il est suggéré de rédiger l'article 126<sup>1</sup>, 15<sup>o</sup>, en projet comme suit :

.../...

"15° les prêts de valeurs mobilières".

L'observation vaut également pour l'article 139bis, 5°, en projet (article 46 du projet).

#### Article 46.

Encore que le commentaire de l'article ne le fasse pas apparaître clairement, il résulte de l'exemption prévue par l'article 139bis, 5°, en projet, que le report indirect est désormais la seule opération de reports sur valeurs mobilières qui, conformément à l'article 138 du Code des taxes assimilées au timbre, soit encore taxable, soit dans le chef de la personne qui se fait reporter (en cas de spéculation à la hausse), soit dans le chef de la personne qui se fait prendre en report (en cas de spéculation à la baisse).

Si cette interprétation est conforme à la volonté de l'auteur du projet, il convient de compléter l'exposé des motifs à cet égard.

#### Article 47.

Conformément à l'usage, la phrase liminaire s'écrira comme suit :

.../...

"Art. ..... Dans l'article 46, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 28 juillet 1992, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :".

#### Article 49.

Conformément à l'usage, la phrase liminaire s'écrira comme suit :

"Art. ..... L'article 210, § 1er, du même code, remplacé par la loi du 6 août 1993, est complété comme suit :

"5° ...".

#### Article 50.

Conformément à l'usage, la phrase liminaire s'écrira comme suit :

"Art. ..... L'article 211, § 1er, du même code, remplacé par la loi du 6 août 1993, est complété par l'alinéa suivant :".

#### Article 51.

L'article du projet ne se borne pas à insérer de nouvelles dispositions dans l'article 216 du Code des impôts sur les revenus 1992, il en déplace d'autres à cette fin. Il n'est pas recommandé de procéder à de tels déplacements,

.../...

eu égard aux références que pourraient faire d'autres textes aux dispositions ainsi déplacées; le recours à un tel procédé suppose en effet que toutes les éventuelles références soient adaptées pour tenir compte des déplacements.

Pour éviter toute confusion, mieux vaut insérer la disposition en projet dans l'article 216 du Code des impôts sur les revenus 1992, sous la forme d'un 1<sup>o</sup> bis.

La remarque vaut aussi pour l'article 53 du projet.

#### Article 52.

L'article 231, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 comportant actuellement quatre alinéas, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. .... Dans l'article 231, § 2, du même code, inséré par la loi du 28 juillet 1992, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :".

#### Article 53.

1. Compte tenu de l'observation faite sur l'article 51 et conformément à l'usage, la phrase liminaire doit s'écrire comme suit :

.../...

"Art. .... Dans l'article 246 du même code, modifié par la loi du 30 mars 1994, il est inséré un 1° bis, rédigé comme suit :".

2. Au 2° en projet, on écrira : "2° dans le cas prévu à l'article 231 ...".

#### Article 54.

1. Dans la phrase liminaire, il faut écrire :

"... inséré par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par la loi du 30 mars 1994, ...".

2. Au 1°, il faut écrire : "dans l'alinéa 1er, 1°, premier tiret, ...".

#### Article 57.

1. Afin de simplifier la rédaction inutilement lourde et compliquée de l'article 265, 1°, en projet, il est proposé de rédiger cette disposition comme suit :

"1° à l'Etat, en raison des placements à court terme effectués en vue de faire face aux déficits ... (la suite comme au projet)";

.../...

2. Comme le fonds de placement en créances ne jouit pas d'une personnalité juridique propre, il serait préférable de rédiger l'article 265, 2°, en projet comme suit :

"2° aux sociétés visées à l'article 261, 3°, en raison des créances relevant des fonds de placement dont elles assurent la gestion";

#### Article 58.

Plutôt que de procéder à l'insertion de mots dans la phrase introductive de l'article 266, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992, mieux vaut reproduire tout l'alinéa à modifier en rédigeant l'article 58 comme suit :

"Art. .... L'article 266, alinéa 1er, du même code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 266. Le Roi peut ... (la suite comme à l'article 266, alinéa 1er, du code) ... pour autant qu'il s'agisse :

- 1° soit de revenus recueillis par des bénéficiaires qui peuvent être identifiés;
- 2° soit de revenus recueillis par des organismes de placement collectif de droit étranger :
  - a) dont le patrimoine indivis est géré par une société de gestion pour compte des participants;

.../...

- b) et dont les parts ne font pas l'objet d'une émission publique en Belgique et ne sont pas commercialisées en Belgique;
- 3° soit de revenus de titres au porteur ... (la suite comme à l'article 266, alinéa 1er, en y remplaçant toutefois les 1°, 2° et 3° par a), b) et c))"".

Article 60.

Il y a lieu de se référer à l'observation formulée sous l'article 13.

Article 61.

Il y a lieu de se référer aux observations finales nos 1 et 2.

Article 64.

A propos du chapitre XVII du projet, il est renvoyé à l'observation finale n° 2.

.../...

Article 65.

1. Compte tenu de la remarque formulée à propos de l'article 68, il convient de remplacer les mots "Le § 1er" figurant au paragraphe 2, par les mots "Le paragraphe 1er, alinéa 1er".

2. En confiant au Roi le pouvoir de décider, aux conditions et dans les limites qu'Il détermine, que les opérations de prêt ou de cession-rétrocession visées au paragraphe 2 doivent être considérées comme non translatives de propriété, le paragraphe 3 habilite, en réalité, le pouvoir exécutif :

- a) à modifier le régime fiscal des plus-values éventuellement dégagées lors de la cession des parts ou actions (1);
- b) à déterminer le bénéficiaire des attributs fiscaux attachés aux dividendes distribués pendant l'opération de cession-rétrocession.

En déléguant au Roi le pouvoir de modifier la base sur laquelle cédant-prêteur et cessionnaire-emprunteur seront, le cas échéant, imposés, le paragraphe 3 méconnaît les articles 170, § 1er, et 172, alinéa 2, de la Constitu-

---

(1) On pourrait en effet difficilement soutenir que ces plus-values sont toujours réalisées au sens de l'article 43 du code si l'on ôte à la cession-rétrocession son caractère translatif de propriété.

tion lesquels réservent au législateur l'adoption des règles relatives à l'assiette de l'impôt, au taux et aux exemptions éventuelles.

Le paragraphe 3 doit, dès lors, être fondamentalement revu.

#### Article 68.

La disposition figurant dans l'article 68 trouverait mieux sa place dans l'article 65, où est énoncé le principe dont il a pour effet de limiter considérablement la portée pratique; aussi est-il proposé de supprimer l'article 68 et de compléter l'article 65, § 1er, par un second alinéa rédigé comme suit :

"Pour l'application des règles relatives à l'imputation du précompte mobilier et de la quotité forfaitaire d'impôt étranger, il n'est toutefois pas tenu compte de l'alinéa 1er".

#### Article 69.

L'article 85, alinéa 2, de la loi du 22 juillet 1993 portant des dispositions fiscales et financières fixe au 26 juillet 1993 l'entrée en vigueur de l'article 73 de la même loi lequel a introduit dans le Code des droits de succession un livre IIbis relatif à une taxe annuelle sur les organismes de placement collectif. Pour 1993, tous les

.../...

organismes concernés ont acquitté ce nouvel impôt, mais trois d'entre eux ont depuis lors introduit auprès de l'administration des demandes en restitution. La modification projetée par l'article 69 vise à tenir en échec ces prétentions en avançant de 26 jours la date d'entrée en vigueur de l'article 73 précité de manière à la faire coïncider avec le jour de l'année (1er juillet) auquel il convient de se placer pour déterminer les sociétés assujetties à la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif ainsi que le montant de la dette fiscale de chacune d'elles (1).

La disposition, en tant qu'elle s'applique aux revenus de 1993, contrevient au principe suivant lequel le régime fiscal des contribuables doit être définitivement fixé à la date de clôture de la période imposable.

Au surplus, il résulte du commentaire de la loi que des contestations sont actuellement en cours et que le texte n'a d'autre but que d'y mettre fin de manière unilatérale.

En conséquence, la rétroactivité prévue par la disposition en projet n'est pas admissible.

---

(1) Voyez les articles 161, 161bis et 161quater du Code des droits de succession.

Article 70.

Aux fins d'une meilleure cohérence dans la structure du projet, la règle relative à l'article 48 du projet devrait trouver place en un ultime article du chapitre XIII, celle relative aux articles 55 à 61, en un ultime article du chapitre XIV et celle relative aux articles 64 à 68, en un ultime article du chapitre XVII.

Article 72.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 1<sup>o</sup>, il convient d'écrire "fabrication de monnaie nationale" et non "fabrication nationale de monnaie".

L'observation vaut également pour la suite du projet.

3. Comme le 2<sup>o</sup> énumère à titre d'exemples les activités commerciales auxquelles la Monnaie royale de Belgique peut se livrer, il sera impossible de tracer avec précision la frontière entre les activités que ce service est légalement autorisé à exercer et celles qui ne peuvent se prévaloir d'une telle autorisation. De ce fait, la

.../...

légalité des décisions administratives relatives à la vente de nouveaux produits par la Monnaie royale de Belgique sera fort mal assurée chaque fois que ces produits ne se retrouveront pas dans la liste figurant au 2°. En outre, on remarquera qu'en n'énumérant pas limitativement les activités commerciales de la Monnaie royale de Belgique, le 2° conduit, en violation du principe de spécialité budgétaire inscrit à l'article 180, alinéa 2, de la Constitution à affecter des recettes de l'Etat à des fins qui, pour partie, sont indéterminées.

Les activités commerciales visées aux articles 72, 2°, et 73, § 1er, 2°, doivent être définies positivement de manière à permettre d'identifier, avec précision, les activités que la Monnaie peut, dans le respect du principe de légalité, prendre en charge.

#### Article 73.

1. Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 72.

.../...

3. La division de l'article en paragraphes ne se justifie pas, chacun des paragraphes ne comprenant qu'un alinéa.

L'observation vaut également pour l'article 77.

#### Article 74.

Selon le délégué du ministre, la seconde phrase de l'article viserait à élargir les pouvoirs des fonctionnaires dirigeant la Monnaie royale de Belgique quant à la conclusion et à l'exécution des marchés publics. Comme un tel résultat peut être atteint en modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, cette seconde phrase paraît dépourvue d'utilité et doit être omise.

#### Article 75.

Compte tenu de l'article 71, alinéa 2, du projet, il faut remplacer les mots "cette entreprise d'Etat" par les mots "la Monnaie".

#### Article 76.

Les mots "existant ... le 31 décembre 1994" se concilient mal avec le pouvoir laissé au Roi par l'arti-

.../...

cle 85 de fixer à une autre date l'entrée en vigueur des dispositions du chapitre XX du projet. Afin de rencontrer cette remarque et de faire apparaître avec plus de précision les dettes et créances pour lesquelles la Monnaie royale de Belgique succède au Fonds monétaire, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Art..... La Monnaie reprend les dettes et les créances visées à l'article 5, alinéas 2 et 3, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, tel qu'il a été modifié par la loi du 21 mai 1973. La valeur nette de ces dettes et créances est prise en considération pour évaluer l'apport effectué par le Fonds monétaire à la Monnaie."

#### Article 77.

1. Dans le texte français du paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), il convient de remplacer les mots "sur proposition" par les mots "sur la proposition".

L'observation vaut également pour l'article 84.

2. Il est suggéré de rassembler les paragraphes 2 et 3 en un seul alinéa rédigé comme suit :

"Le Fonds monétaire fait apport à la Monnaie :

1° d'une somme de 50 millions de francs;

.../...

2º des équipements et des biens mobiliers nécessaires à l'exécution des missions énoncées à l'article 73, § 1er.

La commission de surveillance de la caisse d'amortissement fixe la valeur des biens visés à l'alinéa 2, 2º".

#### Article 78.

A l'alinéa 2, on écrira : "L'avance donne lieu à une rémunération ...".

#### Article 79.

1. Au 4º, il est proposé de remplacer les mots "autres que ceux repris à l'article 73, § 1er, 3º" par les mots "visés à l'article 73, alinéa 1er, 4º".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 5º, les mots "repris à l'article 73, § 3" pourraient être avantageusement remplacés par les mots "effectuée en vertu de l'article 73, alinéa 3".

.../...

Article 80.

L'article doit être amendé de manière à faire apparaître plus clairement :

- a) les critères d'attribution du produit net des émissions;
- b) la procédure d'attribution de ce produit;
- c) les catégories de personnes susceptibles de bénéficier de la distribution du produit net.

Article 81.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 82.

La phrase introductive de l'article serait plus aisément compréhensible si elle était rédigée comme suit :

"Art. .... Le bénéfice net de la Monnaie est égal au résultat d'exploitation diminué :".

.../...

Article 83.

On omettra les mots "de l'Entreprise d'Etat".

Article 84.

1. Deux (1) des trois destinations que l'article permet d'assigner au bénéfice net de la Monnaie constituent des dérogations au principe selon lequel les recettes de ce service sont affectées à la couverture de ses dépenses. Aussi conviendrait-il de compléter l'article par l'indication des critères qui doivent guider le ministre des Finances ainsi que le comité de gestion lorsqu'ils décident du sort à réserver au bénéfice net de la Monnaie.

Il convient aussi de tenir compte des intentions exprimées dans l'exposé des motifs et d'établir par exemple, un ordre de priorités du remboursement des avoirs prévus aux articles 76 et 77.

2. En toute hypothèse, il convient, dans la première phrase de l'article, de remplacer le mot "décide sur" par le mot "détermine".

---

(1) le remboursement au Fonds monétaire de tout ou partie des apports visés à l'article 77 ainsi que l'attribution au même fonds du solde du bénéfice net de la Monnaie royale de Belgique.

3. Le texte néerlandais de la seconde phrase devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Article 86.

1. Conformément à l'usage, la phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. .... L'article 3 de la loi du 12 juin 1930 créant un fonds monétaire, abrogé par la loi du 3 mars 1953, est rétabli dans la rédaction suivante :".

2. La division de l'article 3 en projet, en paragraphes ne se justifie pas et on écrira au paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), "sur la proposition du ministre ...".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Article 87.

1. Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

.../...

"Art. .... L'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 23 décembre 1988 et 28 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :".

2. La division de l'article 4 en projet, en paragraphes ne se justifie pas.

3. Afin d'y faire apparaître non plus seulement une partie, mais l'ensemble des recettes du Fonds monétaire, l'article 4, § 1er (devenant l'alinéa 1er) en projet, doit être complété comme suit :

"7° les revenus des placements effectués en vertu de l'article 6;

8° les sommes reçues lors du remboursement ou de l'amortissement des titres acquis en vertu de l'article 6;".

Moyennant les adaptations nécessaires, la remarque vaut également pour l'énumération des dépenses du Fonds monétaire figurant au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) du même article.

4. Dans le texte néerlandais de l'article 4, § 1er (devenant l'alinéa 1er), 2°, en projet, il faudrait écrire : "uit de omloop genomen ...".

.../...

5. A l'article 4, § 1er (devenant l'alinéa 1er), 5°, en projet, il convient d'écrire "faits à la Monnaie royale de Belgique" et non "fait à l'entreprise d'Etat."

6. Tel qu'il est actuellement rédigé, l'article 4, alinéa 1er, 2°, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire prévoit déjà le versement au fonds qu'il institue, de l'avoir du fonds spécial dont question à l'article 4, § 3, 1°, en projet. Cette dernière disposition ne présente donc encore d'intérêt que dans l'hypothèse (assez improbable) où, contrairement aux prévisions de la loi, le versement de l'avoir du fonds spécial n'aurait jamais eu lieu.

Si le versement a eu lieu, il faut supprimer la disposition.

7. Les mots "ainsi que le solde disponible au 31 décembre 1994" figurant à l'article 4, § 3 (devenant l'alinéa 3), 2°, en projet, ne rendent qu'imparfaitement compte des intentions des auteurs du projet; aussi est-il proposé de les supprimer et de compléter l'alinéa par la disposition suivante :

"4° le solde que le fonds "70.01 Fonds monétaire" de la section particulière du budget présente le jour de l'entrée en vigueur de l'article 87 de la loi du ... portant des dispositions fiscales et financières".

.../...

Article 88.

Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. .... L'article 5 de la même loi, remplacé par la loi du 21 mai 1973, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 89.

1. Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 6 de la même loi, remplacé par la loi du 23 décembre 1988, est remplacé par la disposition suivante :".

2. Tel qu'il est rédigé, l'article 6, alinéa 2, en projet donne à penser que seule la différence entre les recettes et les dépenses liées à la gestion du portefeuille de titres reviendra au Trésor, alors qu'en réalité c'est l'excédent que présente éventuellement l'ensemble des recettes du Fonds monétaire sur l'ensemble de ses dépenses qui devra recevoir une telle affectation.

Dès lors, l'article 6, alinéa 2, en projet, serait mieux à sa place dans l'article 4 en projet, sous forme d'un alinéa 4 (article 87 du projet).

.../...

Article 90.

Conformément à l'usage, il faut écrire :

"Art. .... Dans l'article 7 de la même loi, modifié par les lois des 2 août 1955 et 23 décembre 1988, les mots ...".

Observations finales.

1. L'intitulé de la grande majorité des chapitres du projet se donne pour objet de modifier un texte législatif. Or, à la lecture des articles desdits chapitres, on constate que l'intention des auteurs du projet semble plutôt avoir été de traiter une matière précise par chapitre, de telle sorte que certains chapitres, relatifs à la modification d'une loi déterminée, comportent des articles qui n'ont pas cet objet. Voyez à cet égard les articles 30, 31, 32, 61 (outre les articles 3, 4 et 5).

2. Certaines modifications d'une même loi sont disséminées dans le projet : c'est le cas par exemple de la loi du 4 décembre 1990 (chapitre III et article 61). Les textes modificatifs et les dispositions autonomes sont également trop souvent mélangés au lieu d'être nettement séparés.

Un tel procédé porte atteinte à la cohérence et à la lisibilité du texte.

.../...

3. Enfin, conformément aux règles de légistique formelle, lorsque plusieurs textes antérieurs sont modifiés, il convient en principe de les modifier dans leur ordre chronologique, en commençant par le plus ancien. Tel n'est manifestement pas le cas en l'espèce.

ANNEXE.

Il convient de se référer à l'annexe jointe au texte néerlandais du présent avis.

-----

ALGEMENE OPMERKING.

De artikelen 11 en 12 van het ontwerp voegen in de wet van 4 december 1990 twee nieuwe artikelen 119quinquies en 119 sexies in : het ene artikel gebruikt de rechtsfiguur van de pandgeving, het andere de rechtsfiguur van de lastgeving ("mandaat" in de ontworpen tekst), waarbij voorzien wordt in enkele belangrijke afwijkingen van de regels die enkele van de meest significante kenmerken van die rechtsfiguren uitmaken. Zo heeft artikel 11 tot gevolg dat de schuldenaar de mogelijkheid wordt geboden de schuld-eiser het voordeel van de zekerheid te doen verliezen die aan deze laatste was toegekend; zo ook voorziet artikel 12 in een lastgeving waarmee de lastgever niet rechtstreeks instemt en waarvan de lastgever, die zijn lasthebber overigens niet mag kiezen, al evenmin de voorwaarden kan bepalen.

Het is uit wetgevingstechnisch oogpunt beslist niet aan te bevelen tot elke prijs te willen verwijzen naar bestaande rechtsfiguren die zo weinig overeenstemmen met de doelstellingen van de steller van het ontwerp dat hij, wanneer hij ernaar verwijst, veeleer dan enkele lichte aanpassingen wezenlijke wijzigingen erin aanbrengt die uiteindelijk de desbetreffende rechtsfiguren uithollen.

Deze werkwijze doet uiteraard afbreuk aan de homogeniteit van het rechtsstelsel; het is nochtans aangewezen dat de wetgever die homogeniteit blijft nastreven, ook al moet hij daarvoor zijn bedoeling onthullen en dus ook nader uiteenzetten. Voorts - en dat is wellicht ook het

.../...

belangrijkste punt - heeft het aanwenden van in het Burgerlijk Wetboek of in het Wetboek van Koophandel vastgelegde rechtsfiguren tot gevolg dat de rechter, in een geval waarin de huidige wetgever niet voorziet, de wettelijke of uit de rechtspraak voortvloeiende regels zal moeten toepassen die vooralsnog toepasselijk zijn op de traditionele rechtsfiguren waarnaar wordt verwezen. In vele gevallen zijn die rechtsregels echter nauwelijks aangepast aan de zeer bijzondere rechtsfiguren die het onderhavige ontwerp bijvoorbeeld wil invoeren : de kans bestaat dat het streven naar vernieuwing aldus wordt verijdeld.

Men herinnere eraan dat het Belgische rechtsstelsel een bestel is dat niet gesloten is, en dat er dus ruimte is voor nieuwe rechtsfiguren. Daarom ook is het verkieslijk zich de moeite te getroosten, wat voorzeker soms enigszins zwaar uitvalt, om nieuwe rechtsfiguren op te zetten, veeleer dan dat aan het beoogde doel wordt voorbijgegaan omdat men geoordeeld heeft dat de eigenheid van een bestaande rechtsfiguur onbeperkt kan worden uitgehold ten einde te beantwoorden aan de strekking van het ontwerp.

#### ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

##### Bepalend gedeelte.

##### Artikel 2.

In de Franse tekst van dit artikel moet aan het woord "bonification" het lidwoord "la" voorafgaan.

.../...

### Artikel 3.

Het eigenlijke artikel 4, derde lid, van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium moet worden gewijzigd, doch niet artikel 30 van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten, dat voornoemd artikel 30 heeft aangevuld.

De bepaling hoort bijgevolg niet in een hoofdstuk dat gewijd is aan de wijzigingen aangebracht in de bepalingen van laatstgenoemde wet (zie slotopmerking).

Bovendien zou het beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

"Art. .... In artikel 4, derde lid, van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium wordt het 2º vervangen als volgt :

"2º bijzondere regels voor het aanhouden op rekening vaststellen, opgelegd aan de instelling die rekeningen bijhoudt in verband met het beheer van een effecten-clearingstelsel, en die betrekking hebben op het aanhouden op rekening van effecten bij een andere soortgelijke instelling, ten einde de overdracht van effecten tussen die effectenclearingstelsels te vergemakkelijken;"

.../...

Artikelen 4 tot 6.

Deze artikelen beogen de inleidende zinnen van twee wijzigingsbepalingen te wijzigen, die bij vergissing nieuwe bepalingen invoeren in de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten; die bepalingen behoren echter te worden ingevoerd in de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium.

Veeleer dan de onjuiste inleidende zinnen van de wijzigingsbepalingen aan te passen door aan die aanpassingen uitwerking te geven op de datum van inwerkingtreding van die wijzigingen, zou het eenvoudiger zijn die vergissing recht te zetten door de bepalingen weg te nemen uit de wet waarin ze bij vergissing zijn ingevoegd en ze te verplaatsen naar de wet waarin ze oorspronkelijk hadden moeten zijn opgenomen.

De ontworpen bepalingen in de artikelen 4 en 5 moeten als volgt worden gesteld :

"Art. ... . Het zevende en het achtste lid van artikel 10 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993, vormen het tweede en het derde lid van artikel 10 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium.

.../...

"Art. .... Artikel 12bis van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993, vormt artikel 12bis van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium".

De artikelen waarvoor aldus een tekst wordt voorgesteld worden niet genummerd : aangezien ze ertoe strekken voornoemde wet van 2 januari 1991 aan te vullen, moeten ze voorkomen in hoofdstuk VIII van het ontwerp, dat daaraan is gewijd, en waar ze onmiddellijk vóór artikel 35 van het ontwerp moeten worden opgenomen.

Het verplaatsen van bepalingen van de ene wet naar de andere is een materiële aangelegenheid die op zich geen enkel rechtsgevolg heeft.

De in artikel 6 voorgeschreven terugwerking wordt derhalve doelloos. Bijgevolg moet de bepaling in die zin worden aangepast.

#### Artikel 7.

Zowel in dit artikel als in het opschrift van hoofdstuk II moet de wet van 17 juni 1991 worden vermeld met opgaaf van het nieuwe opschrift dat artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 september 1993, dat die wet wijzigt, eraan geeft.

.../...

Derhalve schrijve men "de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen".

### Artikel 8.

Aan het slot van het ontworpen artikel 5, § 1, eerste lid, eerste volzin, schrijve men : "... ter uitvoering van artikel 67".

De gemachtigde van de minister heeft de volgende toelichtingen verstrekt op de vraag wat de betekenis is van de tweede volzin van het ontworpen lid, en inzonderheid of de bepalingen van de wet van 4 december 1990 die de opneming in de notering van een effectenbeurs regelen, bepaaldelijk artikel 32, toepasselijk zijn op de opneming van de effecten waarvan sprake is in artikel 1, § 1, 5°, van die wet :

"Les articles 31, 33 et 34 de la loi du 4 décembre 1990 sont applicables.

L'objectif de la dernière phrase de l'article 8 est de déroger à l'article 32 (1) de la loi du 4 décembre 1990 dans le sens suivant : les valeurs mobilières visées à l'article 1er, § 1er, 5°, pour lesquelles d'autres marchés ont été créés ou organisés en exécu-

---

(1) Artikel 32 bepaalt :

"Een effect kan door de Beurscommissie slechts in de notering worden opgenomen op verzoek van de emittent of nadat diens advies omtrent de opneming in de notering vooraf is gevraagd".

.../...

tion de l'article 67 peuvent, uniquement à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés, être inscrites à la cote. La Commission de la bourse ne pourra donc pas les inscrire d'office ou à la seule demande de l'émetteur.

Afin de rendre le texte plus clair, il pourrait être rédigé comme suit :

"En dérogation à l'article 32, ces dernières valeurs mobilières ne peuvent être inscrites à la cote d'une bourse de valeurs mobilières qu'à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés et après que l'avis de l'émetteur sur cette inscription ait été préalablement demandé".

Gelet op de toelichtingen wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Laatstgenoemde effecten mogen in afwijking van artikel 32 alleen in de notering van een effectenbeurs worden opgenomen op verzoek van de instellingen die belast zijn met het bestuur van de andere markten, nadat het advies van de emittent omtrent de opnemng ervan is ingewonnen".

2. Uit geen enkele bepaling in het dispositief kan worden afgeleid dat, zoals te lezen staat in de commentaar op artikel 8 in de memorie van toelichting, het dus

"op het ogenblik (is) dat de Koning beslist een nieuw type waarde gelijk te stellen met een effect dat er dient te worden uitgemaakt of al dan niet voor dit effect een specifieke markt dient te worden op- of ingericht".

De gemachtigde van de minister nuanceert de draagwijdte van die bewering als volgt :

.../...

"Au moment où le Roi décide d'assimiler une valeur d'un nouveau type à une valeur mobilière, Il devra examiner s'il est nécessaire ou non de créer ou d'organiser un marché ad hoc. En effet, le fait d'assimiler une valeur à une valeur mobilière impliquera automatiquement que celle-ci est susceptible d'être cotée en bourse, sauf si un marché ad hoc est créé ou organisé pour cette valeur mobilière. Rien n'empêche pourtant que le Roi, ayant apprécié à ce moment qu'un marché ad hoc n'était pas nécessaire, décide ultérieurement que la création ou l'organisation d'un pareil marché s'impose. L'exposé des motifs pourrait être précisé dans ce sens".

Niet alleen de memorie van toelichting, doch ook het dispositief moeten worden aangevuld.

#### Artikel 9.

Uit de ontworpen tekst en uit de commentaar op de artikelen 10 en 13 van het ontwerp blijkt dat de beleggingsinstellingen bestemd voor de "institutionele beleggers" zichzelf het beleggen van kapitaal dat bij één enkele belegger is aangetrokken, tot doel kunnen stellen; die belegging zou bijgevolg niet langer "collectief" zijn, aangezien één enkele deelnemer eigenaar kan zijn van het onverdeelde vermogen van een beleggingsfonds, of de enige aandeelhouder van een beleggingsvennootschap; dat is overigens de reden waarom het ontworpen artikel 119novies, § 2 (artikel 13 van het ontwerp), de toepassing van arti-

.../...

kel 104bis, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen uitsluit (1).

Indien op zulke beleggingen een regeling van onverdeeldheid, van naamloze vennootschappen of van commanditaire vennootschappen op aandelen wordt toegepast, wordt aldus de eigenheid van die rechtsfiguren ingrijpend gewijzigd : er is geen sprake van onverdeeldheid indien er maar één enkele eigenaar is, evenmin als er in beginsel een vennootschap zonder vennoten is.

Daarover om uitleg gevraagd voert de gemachtigde van de minister de volgende rechtvaardiging aan :

"De mogelijkheid voor een institutionele beleggingsinstelling om permanent één houder van de rechten van deelneming te hebben werd in het ontwerp van wet opgenomen om aan de Belgische institutionelen een gelijkaardige beleggingsstructuur te bieden als een aantal van de buitenlandse institutionelen in hun eigen land hebben. De faculteit van één houder van rechten van deelneming is dus in het ontwerp voorzien om de

---

(1) Artikel 104bis schrijft voor : "Het in één hand verenigd zijn van alle aandelen heeft niet tot gevolg dat de vennootschap van rechtswege of gerechtelijk wordt ontbonden.

Indien binnen een jaar geen nieuwe aandeelhouder in de vennootschap is opgenomen of deze niet geldig is omgezet in een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of ontbonden, wordt de enige aandeelhouder geacht hoofdelijk borg te staan voor alle verbintenissen van de vennootschap, ontstaan na de vereniging van alle aandelen in zijn hand, tot een nieuwe aandeelhouder in de vennootschap wordt opgenomen of tot de bekendmaking van haar omzetting in een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of van haar ontbinding".

institutionele beleggingsinstelling voldoende competitieve middelen aan te reiken ten opzichte van equivalente beleggingsstructuren in het buitenland".

De commentaar, in de memorie van toelichting, op artikel 13 somt enkele praktische voordelen op die uit die mogelijkheid zouden voortvloeien.

Evenwel moet worden vastgesteld dat andere personen dan de "institutionele beleggers" zich waarschijnlijk soortgelijke voordelen kunnen toemeten doordat hun de mogelijkheid wordt geboden om uit eigen beweging hun vermogen te verdelen, onder het mom van de aansprakelijkheid beperkt tot de inbreng in "vennootschappen" zonder vennoten, die rechtspersonen vormen, andere dan hun eigen persoon; uit de aangevoerde rechtvaardigingen kan des te minder worden opgemaakt waarom die buitensporige mogelijkheid alleen aan de "institutionele beleggers" wordt toegekend, daar het ontwerp dat begrip niet omschrijft en het aan de uitvoerende macht overlaat om de beleggers aan te wijzen die zich op die hoedanigheid mogen beroepen (ontworpen artikel 119septies, § 3).

Het is dan ook des te moeilijker te begrijpen waarom die beleggers bij ontstentenis van die ten opzichte van het gemeenrecht buitensporige mogelijkheid verstoken zouden zijn van "voldoende competitieve middelen" en in welk opzicht het hierboven omschreven rechtsgevolg inzonderheid voor de beleggers die van die mogelijkheid gebruik kunnen maken, naar redelijkheid overeenstemt met het beoogde doel; zo ziet men inzonderheid niet in dat het beginsel opgenomen in artikel 7 van de hypotheekwet, volgens hetwelk ieder die

.../...

persoonlijk gebonden is, zijn verbintenissen onder verband van al zijn goederen, zowel tegenwoordige als toekomstige, moet nakomen, de activiteiten van die beleggers meer dan die van enig ander belegger zou belemmeren, in die mate dat hun de mogelijkheid moet worden geboden verscheidene vormen van rechtspersoonlijkheid te kunnen aannemen ten einde die activiteiten te verrichten, ofschoon zulk een mogelijkheid in beginsel uitgesloten is.

Die discriminatie moet worden weggewerkt.

#### Artikel 10.

Volgens de ontworpen tekst is de regel zonder onderscheid toepasselijk op alle beleggingsvennootschappen bestemd voor institutionele beleggers, terwijl volgens de memorie van toelichting deze regel alleen wordt voorgeschreven voor het geval dat één enkele aandeelhouder alle deelnemingen in zijn bezit heeft.

Zoals de commentaar op dat artikel aangeeft, beoogt de wijziging die deze bepaling aanbrengt in artikel 109, § 3, van de wet van 4 december 1990 immers het risico van fiscale arbitrage te neutraliseren dat voortvloeit uit de omstandigheid dat het geheel van de deelnemingen in een beleggingsvennootschap bestemd voor de institutionele beleggers zich in handen van één enkele aandeelhouder kan bevinden. Deze hypothese druist in tegen de opmerking gemaakt onder artikel 9.

.../...

De reden die zou wettigen dat de verplichting van uitkering niet geldt voor de meerwaarden op effecten, wordt bovendien niet uiteengezet, ofschoon die meerwaarden krachtens artikel 143 van de wet van 4 december 1990 nochtans niet belastbaar lijken te zijn, en men derhalve niet inziet dat het risico van fiscale arbitrage met betrekking tot die meerwaarden minder groot zou zijn, met als eventueel gevolg dat de aan het eind van de ontworpen paragraaf gestelde uitzondering alsdan een bepalende invloed kan uitoefenen op de keuze van de beleggingen; zulk een gevolg is niet in overeenstemming met het in de ontworpen tekst beoogde doel.

#### Artikel 11.

1. In het ontworpen artikel 119quinquies, § 1, tweede lid, schrijve men : ... dan die omschreven in ...".

2. Het bepaalde in het ontworpen artikel 119quinquies, § 2, is alleen toepasselijk op de houders van effecten die schuldvorderingen vertegenwoordigen en zijn uitgegeven door de vennootschap voor belegging in schuldvorderingen.

In het eerste lid wordt gealludeerd op de overdracht van schuldvordering bij wijze van waarborg; de daarop volgende bepalingen betreffen echter alleen het pand.

.../...

De fiduciaire overdracht van schuldvordering geschiedt gewoonlijk bij wege van een contract voor de overdracht van schuldvordering, dat bedingen bevat die voortvloeien uit de fiduciaire aard van de verrichting : de overnemer mag tot op de vervaldag van de gewaarborgde schuldvordering de overgedragen schuldvordering niet vervreemden, de van de gecedeerde schuldenaar ontvangen bedragen worden op de gewaarborgde schuldvordering aangerekend, de overnemer verbindt zich ertoe het excedent van die bedragen aan de overdrager terug te betalen, of zelfs het gehele bedrag indien de overdrager de gewaarborgde schuld aflost, in welk geval de overdracht als tenietgegaan wordt beschouwd.

De vraag rijst of en in welke mate die overeenkomsten geldig zijn naar Belgisch recht (1).

Op zijn minst wordt aanvaard dat op zulke overeenkomsten, die zich aandienen als een substituut voor de pandovereenkomst, onverkort de dwingende regels of de regels van openbare orde van toepassing zijn, één van de belangrijkste onder die regels zijnde het beginsel van openbare orde dat de schuldeisers gelijk zijn, waarbij alleen de wetgever bepaalde schuldeisers een recht van voorrang kan toekennen.

---

(1) Zie inzonderheid I. MOREAU-MARGREVE, "Evolution du droit et de la pratique en matière de sûretés", in "Les créanciers et le droit de la faillite", Bruylant, 1983, blz. 183 e.v., en F. T'KINT, "Sûretés et principes généraux du droit de poursuite des créanciers", Larcier, 1991, blz. 158 e.v.

Door in een wetsbepaling te verwijzen naar zulke methoden die voortvloeien uit de vrije wilsbeschikking van de partijen, terwijl de wet ze niet algemeen erkent noch als zodanig regelt, en derhalve de grenzen ervan niet vaststelt, wordt des te meer afbreuk gedaan aan de rechtszekerheid daar de perken van die contractuele vrijheid en de uitwendige gevolgen van die overeenkomsten onzeker blijven; al even onzeker is de juiste draagwijdte van zulk een loutere verwijzing naar een methode waarbij te werk gegaan wordt bij wege van een overeenkomst die wordt voorgesteld als gelijkwaardig aan een grond van wettelijke voorrang, doch die nog niet is vastgelegd.

Met het oog op de rechtszekerheid behoort de wetgever de fiduciaire overdracht van schuldvordering in een afzonderlijke wet te regelen.

3. De gemachtigde van de minister deelt mede dat de ontworpen paragraaf 2, vijfde lid, in werkelijkheid als volgt moet worden gelezen :

"L'article 1er, premier alinéa, du titre VI du livre Ier du Code de commerce et les articles 2075 et 2076 du Code civil ne sont pas d'application. Par dérogation à l'article 4 du titre VI du livre Ier du Code de commerce, le président du tribunal de commerce peut, à la demande du créancier, ordonner que le gage demeurera en paiement au créancier. Les articles 1690, alinéas 2, 3 et 4, et 1691 du Code civil sont applicables".

Omtrent deze tekst behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

.../...

Er behoort niet te worden voorgeschreven dat artikel 1, eerste lid, van boek I, titel VI, van het Wetboek van Koophandel in zijn geheel niet van toepassing is, doch alleen de bepalingen ervan die van het handelspand een reële overeenkomst maken, naar analogie van artikel 2075, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1994.

Het zou derhalve verkieslijk zijn voor te schrijven, zoals in deze bepaling het geval is, dat de schuldeiser in afwijking van de artikelen 1 en 2 van de in het vierde lid bedoelde titel VI geacht wordt door het sluiten van een pandovereenkomst in het bezit te zijn gesteld van de in pand gegeven schuldvordering.

Het is niet nodig voor te schrijven dat de artikelen 2075 en 2076 van het Burgerlijk Wetboek niet van toepassing zijn : artikel 2084 van dat Wetboek volstaat, te meer daar krachtens artikel 1 van de wet van 5 mei 1872 niet verwezen behoort te worden naar de regeling inzake de burgerrechtelijke pandgeving, doch naar de regels gesteld inzake de overdracht van schuldvordering.

Dat is trouwens de reden waarom de tegenwerpbaarheid van de pandovereenkomst wordt geregeld volgens de artikelen 1690 en 1691 van het Burgerlijk Wetboek; het is evenwel niet wenselijk zonder meer te verwijzen naar die bepalingen inzake de overdracht van schuldvordering, die niet altijd even vlot kunnen worden getransponeerd op de

.../...

pandovereenkomst, zoals bepaaldelijk het geval is met artikel 1690, vierde lid (1).

De tegenwerpbaarheid aan de gecedeerde schuldenaar zou worden geregeld overeenkomstig artikel 1690, tweede lid, waarvan artikel 1691 een toepassing vormt; de tegenwerpbaarheid aan de te goeder trouw zijnde schuldeiser van de overdrager, aan wie de te goeder trouw zijnde schuldenaar op geldige wijze betaalt vóór de kennisgeving van de verbintenis, en eventueel ook aan de begunstigde van een pand in hetzelfde geval, zou worden geregeld overeenkomstig artikel 1690, vierde lid; onder pandhoudende schuldeisers ten aanzien van dezelfde schuldvordering zou de voorrang worden vastgesteld naar de volgorde van de kennisgevingen aan de gecedeerde schuldenaar of van diens erkenningen; indien de voorrang dezelfde is - het pand kan immers gevestigd zijn ten voordele van meer dan één schuldeiser -, is artikel 14 van de hypotheekwet van toepassing; de in het derde lid ontworpen regel, die de tegenhanger is van artikel 1690, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, is alleen van toepassing op de overige gevallen.

De tekst die de gemachtigde van de minister heeft voorgesteld, moet worden herzien en aangevuld, uitgaande van de tekst van de artikelen 1690 en 1691 van het Burgerlijk Wetboek.

---

(1) Wat moet aldus voor de toepassing van die bepaling op de inpandgeving worden verstaan onder "te goeder trouw zijnde schuldeiser van de overdrager" ?

4. In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, zou het beter zijn de woorden "krachtens de schuldvorderingen geïnde bedragen" te vervangen door de woorden "bedragen die door de schuldvorderingen zijn voortgebracht of die ter betaling ervan zijn ontvangen", waarbij onder "betaling" de storting van enig bedrag moet worden verstaan dat bestemd is om de verplichtingen verbonden aan de schuldvordering teniet te doen.

Omtrent het einde van het lid moet echter duidelijk voorbehoud worden gemaakt; de woorden "op voorwaarde dat zij (...) nog identificeerbaar zijn én zich in het vermogen bevinden van de VBS of van diens lasthebber" wekken immers de indruk dat de vennootschap zonder enige beperking het recht zou behouden om vrijelijk over de in pand gegeven schuldvorderingen te beschikken, tenzij met die beperkingen louter wordt herinnerd aan artikel 46 van de hypotheekwet, naar luid waarvan de pandhouder geen enkel recht van zaaksgevolg kan uitoefenen op de grondslag van het pand, in welk geval dat voorbehoud wegvalt.

In werkelijkheid rust de bij het ontworpen artikel uitgewerkte regeling op het postulaat dat de vennootschap-schuldenaar het recht heeft om zich de in pand gegeven schuldvordering te laten uitbetalen en het bedrag ervan in andere waarden te beleggen.

Aangezien het een pand zonder verlies van bezit betreft, is het evenwel van wezenlijk belang dat de grondslag ervan kan worden bepaald op het tijdstip waarop het pand wordt gevestigd, doch eveneens op het tijdstip waarop het eventueel te gelde wordt gemaakt.

.../...

Aan de zakelijke indeplaatsstelling, voorgeschreven bij het ontworpen tweede lid, moeten derhalve wettelijke waarborgen worden verbonden die de identificatie mogelijk moeten maken van de waarde die in de plaats is gekomen van de oorspronkelijke, in pand gegeven schuldvordering.

Zelfs een aldus uitgewerkte regeling wijkt dermate wezenlijk af van de grondbeginselen van de pandovereenkomst dat de vraag rijst of het begrip "pand" niet een totaal verschillende draagwijdte krijgt en of het niet verkieslijk is een nieuwe rechtsfiguur in het leven te roepen, veeleer dan een rechtsfiguur te gebruiken die dermate wordt uitgehouden.

#### Artikel 12.

1. Aan het eind van het eerste lid van de ontworpen paragraaf 5 schrijve men, met het oog op de overeenstemming met de Nederlandse tekst, "d'une même émission".

2. Uit het ontworpen tweede lid blijkt dat de personen die de vennootschap heeft uitgekozen om de houders van de door haar uitgegeven effecten te vertegenwoordigen, handelen ter uitvoering van een contract van lastgeving waarvan de inhoud bepaald wordt in overleg tussen de vennootschap en de lasthebbers; de houders van effecten, die geen partij zijn bij dat contract, zijn de lastgevers.

.../...

De persoon die bevoegdheid verleent om bepaalde rechtshandelingen te verrichten, is hier verschillend van die in wiens naam ze worden verricht; lastgever is de houder van het effect.

De ontworpen tekst moet preciseren welke van deze regels en welke gemeenrechtelijke regels inzake verbintenissen van toepassing zijn; aangezien in dit geval niet de vennootschap, doch de houder van het effect de lastgever is, wordt diens rechtstoestand bepaald in termen van tegenwerpbaarheid van een contract waarbij hij geen partij is; het is bijgevolg al even essentieel dat de tekst die tegenwerpbaarheid op zijn minst genoegzamer regelt, in het licht van de bescherming van de houders van de effecten, dan met de enkele tussenzin dat "het mandaat (...) bindend (is) voor de houders van de "effecten" voor zover de schriftelijke overeenkomst "op aangepaste wijze is bekend gemaakt".

De uitgewerkte regeling is strijdig met de omschrijving van het begrip "lastgeving" in het Burgerlijk Wetboek. Het gebruik van het begrip "lastgeving" is dus niet aanvaardbaar. Tevergeefs zou worden gesteld dat de houder van het effect bij de verkrijging ervan kan aansluiten bij de overeenkomst van lastgeving. Deze overeenkomst is immers gebaseerd op het begrip "vertrouwen", wat inhoudt dat de lastgever persoonlijk degene kent die hij als zijn lasthebber aanwijst.

Zelfs indien de uitgewerkte regeling wordt aangepast zoals hierboven wordt voorgesteld, wijkt ze dermate wezenlijk af van de lastgeving, inzonderheid van het

.../...

voornaamste gevolg ervan, te weten de vertegenwoordiging, dat de vraag rijst of dit begrip niet een totaal verschillende draagwijdte krijgt en of het niet verkieslijk is een nieuwe rechtsfiguur in het leven te roepen veeleer dan een bestaande rechtsfiguur te gebruiken die dermate inadequaat wordt aangewend dat ze haar essentiële kenmerken verliest.

### Artikel 13.

De methode die wordt aangewend voor de invoeging, in boek III van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, van regels betreffende de beleggingsinstellingen bestemd voor de institutionele beleggers is niet in overeenstemming met de huidige structuur van dat boek.

Zulks blijkt bepaaldelijk uit het ontworpen artikel 119septies, § 2, dat de instelling voor belegging in schuldvorderingen gelijkstelt met een beleggingsinstelling met een vast aantal rechten van deelneming, ofschoon deze twee soorten van instellingen behandeld worden in onderscheiden afdelingen van titel I, hoofdstuk I, van dat boek, en ze tevens twee onderscheiden categorieën vormen in artikel 108, dat door het ontwerp niet wordt gewijzigd.

Aldus wordt de precieze strekking van elk van de bepalingen van het ontworpen artikel 119octies uitermate moeilijk verstaanbaar. De verwarring neemt nog toe bij de lezing van het ontworpen artikel 119novies, dat in plaats van aan te geven, zoals het hoort, welke bepalingen in die

.../...

titel toepasselijk zijn op elk van de zes vormen van beleggingsinstellingen die door de institutionele beleggers kunnen worden opgericht, alleen die bepalingen vermeldt die op geen enkele ervan toepasselijk zijn.

De gemachtigde van de minister heeft een lijst bezorgd waarin de bepalingen toepasselijk op die beleggingsinstellingen vermeld staan (1). Die preciseringen komen niet voor in de ontworpen tekst.

De bepaling moet derhalve grondig worden herzien op het stuk van de inrichting ervan, alsook wat de vaststelling van de regels betreft die toepasselijk zijn op de beleggingsfondsen bestemd voor de institutionele beleggers :

- 1° in plaats van bij wege van artikel 9 van het ontwerp artikel 105, eerste lid, aan te vullen met een onderdeel 3°, behoort in dat artikel het tweede lid te worden vervangen door de volgende lezing : "De instellingen genoemd in het eerste lid, 1°, kunnen hun kapitaal eveneens uitsluitend bij institutionele beleggers aantrekken" (2);
- 2° de bepalingen eigen aan iedere categorie van instellingen bestemd voor de institutionele beleggers moeten worden opgenomen in elk van de afdelingen II tot IV van

---

(1) Deze lijst is bij dit advies gevoegd.

(2) De zin die het eerste lid inleidt, behoort tevens als volgt te worden aangevuld : "... de volgende instellingen, hierna te noemen beleggingsinstellingen".

boek I, titel I, hoofdstuk 1, naargelang van de aard van de instelling, en zij moeten aangeven welke de overige artikelen in die afdeling zijn die niet toepasselijk zijn; indien zulks uit de voorgaande artikelen niet blijkt, behoort in de overige artikelen van boek III te worden gepreciseerd dat deze of gene bepaling niet toepasselijk is wanneer het kapitaal aangetrokken wordt bij institutionele beleggers.

Afdeling 1 van voornoemd hoofdstuk moet harerzijds worden aangevuld met de bepalingen die vastleggen welke beleggers bij de wet als "institutionele beleggers" worden aangemerkt, opdat zij het voordeel van de bijzondere regeling kunnen genieten dat die afdeling hun toekent; zoals is gesteld in verband met artikel 9, is het immers ondenkbaar dat dit gegeven, dat het meest essentiële is, volkomen aan de wetgever wordt onttrokken om aan de uitvoerende macht te worden overgelaten.

#### Artikel 14.

Men schrijve "gewijzigd bij de wet van 28 december 1992", daar de wijziging van dat artikel bij de wet van 5 augustus 1992 doelloos is geworden en er dus geen grond meer bestaat om ze te vermelden.

.../...

Artikel 15.

1. Aan het eind van het ontworpen tweede lid, eerste volzin, leze men "voor de uitoefening van de activiteiten omschreven in artikel 194, tweede lid".

2. Aan de hand van een voorbeeld is de gemachtigde van de minister gevraagd wat voor de toepassing van het ontworpen vierde lid moet worden verstaan onder "personen die (...) onrechtstreeks een al dan niet stemrechtverlenende deelneming hebben van tenminste vijf percent in het kapitaal van de vennootschap". Zijn antwoord luidde :

"Supposons que dans votre exemple la société interposée possède une participation de 5 %. Dans ce cas, bien qu'à première vue il n'existe pas de participation indirecte (20 % des 5 % précités n'équivalent qu'à 1 %), il n'est pas exclu que le détenteur de cette participation de 5 % possède de fait la majorité des voix dans la société interposée (par exemple, vu la grande dispersion des autres actions dans le public). Cette situation peut être constatée lors du vote à l'assemblée générale. Elle est également visée par l'alinéa 4.

Par "participations indirectes", l'on ne vise que les participations à l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales ou sous-filiales".

Bij de vraag of men te maken heeft met een onrechtstreekse deelneming van een rechtspersoon, moet men nagaan in welke mate het aantal stemmen waarover die rechtspersoon beschikt bepalend kan zijn voor de beslissingen van de algemene vergadering van de vennootschap waarvan vermoed wordt dat ze als tussenpersoon optreedt.

.../...

Eventueel kan worden aanvaard dat het in het bezit houden van zoveel deelnemingen in de vennootschap waarvan beschouwd wordt dat ze als tussenpersoon optreedt, dat ze aan de houder ervan een feitelijke meerderheid bezorgen, een afdoende criterium kan vormen, doch bij de lezing van de ontworpen tekst valt moeilijk te begrijpen dat dit criterium nog als afdoende kan worden beschouwd daar de tekst geen rekening houdt met de omstandigheid dat de als tussenpersoon optredende vennootschap al dan niet houder is van een deelneming die haar een meerderheid, of eenvoudiger nog, enig stemrecht bezorgt.

De tekst moet op dat punt worden herzien.

3. De gemachtigde van de minister is gevraagd de strekking van de laatste drie leden van het ontworpen artikel nader toe te lichten. Daarop heeft hij de volgende inlichtingen verstrekt :

"Alinéa 5. Les personnes dont question à l'alinéa 3 sont visées par l'alinéa 5. Toutefois, il ne semble pas nécessaire de les mentionner expressément, étant donné que l'alinéa 3 dit clairement que les conditions précitées (il s'agit des conditions que le Roi peut déterminer en vertu de l'alinéa 1er, ainsi que des conditions mentionnées à l'alinéa 2) sont applicables à ces personnes.

Par contre, les personnes visées à l'alinéa 4 ne sont pas visées par l'alinéa 5. Le refus de l'enregistrement de la société au cas où les actionnaires ne répondent pas aux conditions, découle de l'alinéa 4 lui-même. Toutefois, afin d'être complet, il y a lieu de commencer l'alinéa 4 par les mots : "L'enregistre-

.../...

ment de la société est refusé, révoqué ou suspendu si ...".

Les conditions légales sont celles mentionnées à l'alinéa 2, ainsi que celles découlant des dispositions de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Les autres conditions sont uniquement celles que le Roi détermine en exécution de l'alinéa 1er.

Alinéas 6 et 7. C'est la Commission bancaire et financière qui sera chargée de l'enregistrement et du contrôle des bureaux de change. C'est également elle qui déclarera sa décision exécutoire nonobstant recours. Il n'est pas possible d'énumérer les motifs graves qui peuvent l'amener à faire cette déclaration, mais elle devra les apprécier cas par cas".

4. Volgens het nieuwe ontworpen artikel 195, zesde lid, van de wet van 4 december 1990 regelt de Koning de procedure van registratie van de personen die deviezen verhandelen, alsook de procedure van schorsing en van herroeping van de registratie.

Voorts regelt de Koning het beroep dat wordt ingesteld tegen de weigering tot registratie, en tegen de schorsing of de herroeping ervan. Het betreft in het onderhavige geval beslissingen die zijn gewezen door een administratieve overheid die onder het gezag van de Minister van Financiën staat.

Het vóór de Minister van Financiën gebrachte beroep tegen een herroeping schorst de beslissing, tenzij deze niettegenstaande enig beroep uitvoerbaar is verklaard.

.../...

De tekst vermeldt niet wie in dat geval de beslissing uitvoerbaar verklaart, doch het lijkt er wel op dat zulks door de lagere administratieve overheid geschiedt, en niet door de Minister van Financiën.

De tenuitvoerlegging van een administratieve beslissing in de tussentijd dat de Minister van Financiën het dossier onderzoekt, kan een moeilijk te herstellen ernstig nadeel berokkenen, zowel op het stuk van de bekendheid van de betrokken persoon of vennootschap als op het stuk van de exploitatiekosten, zoals de bezoldiging van het personeel, huurgelden en allerhande abonnementen.

De afdeling administratie van de Raad van State kan niet rechtsgeldig worden geadieerd met het oog op de schorsing, in kort geding, van de administratieve beslissing, daar zulk een vordering vooronderstelt dat een verzoekschrift tot nietigverklaring is ingediend, wat onmogelijk is zolang de Minister van Financiën niet beslist heeft.

Volgens het Arbitragehof (1) kan de wetgever, wanneer bij oordeelt dat het wenselijk is te voorzien in de mogelijkheid van een vordering tot schorsing van de bestuurshandelingen, dat recht niet ontzeggen aan bepaalde categorieën van rechtssubjecten indien daarvoor geen redelijke rechtvaardiging bestaat.

---

(1) Arrest nr. 61/94 dd 14 juli 1994, Belgisch Staatsblad van 9 augustus 1994, blz 20.173.

Buiten het geval waarin een strafbaar feit, gepleegd in een wisselvennootschap, de sluiting van de instelling bij rechterlijke beschikking tot gevolg heeft, zet het ontwerp niet de redenen uiteen die in bepaalde gevallen rechtvaardigen dat voor de exploitant ten nadele van wie een administratieve beslissing is genomen, geen beroep bij de rechter openstaat waardoor hij indien nodig de schorsing van de tenuitvoerlegging van een administratieve beslissing tot sluiting kan verkrijgen.

Zulks kan worden verholpen door aan de Minister van Financiën, doch niet aan de lagere overheid, de bevoegdheid toe te kennen om als veiligheidsmaatregel en in ernstige gevallen te besluiten tot schorsing van de registratie binnen de tijdspanne nodig voor het onderzoek ten gronde betreffende de beslissing tot herroeping van de registratie.

Indien het ontwerp aldus wordt geconcipieerd, staat tegen de beslissing van de Minister van Financiën een schorsingsberoep open bij de Raad van State.

#### Artikel 16.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat men schrijve :

"Art. .... De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van artikel 13".

.../...

Artikel 21.

In de inleidende zin van artikel 5, § 2, tweede lid, mogen de woorden "als bijlage" vervallen.

Artikel 26.

Overeenkomstig het gebruik schrijve men de inleidende zin als volgt :

"Art. .... In artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut worden het eerste en het tweede lid, vervangen bij de wet van 17 juni 1991, vervangen als volgt : ".

Artikel 27.Ontworpen artikel 7bis, § 1.

1. Artikel 1 regelt zowel de samenstelling van het "verruimde" bestuurscomité als de wijze van benoemen en van ontslag van de vier leden die het bestuurcomité aanvullen, alsmede van hun plaatsvervangers, wanneer het beraadslaagt en beslist omtrent het beheer van de depositobeschermingsregelingen.

.../...

Het is echter niet volledig juist te stellen dat het bestuurscomité in dat geval aangevuld wordt met "twee gewone en twee plaatsvervangende leden"; bovendien kan uit de lezing van onderdeel 1<sup>o</sup> niet worden opgemaakt of het gewone lid en zijn plaatsvervanger gekozen moeten worden op een zelfde lijst met drie kandidaten, dan wel op twee verschillende lijsten; aangezien de in 1<sup>o</sup> bedoelde leden de sector van de kredietinstellingen vertegenwoordigen en benoemd worden op de voordracht van hun beroepsverenigingen, kan worden verondersteld dat zij alleen op voorstel, of op zijn minst na advies van die verenigingen van hun ambt kunnen worden ontheven, in welk geval de tekst zulks uitdrukkelijk moet voorschrijven.

De bepalingen die dit eerste lid vormen, kunnen als volgt worden gesteld :

"Art. 27bis, § 1er. Wanneer het bestuurscomité beraadslaagt en beslist omtrent het beheer van de depositobeschermingsregelingen die ... (zoals in het ontwerp) :

- 1<sup>o</sup> twee leden, door de Koning benoemd op een lijst met drie kandidaten voorgedragen door de beroepsverenigingen die de kredietinstellingen vertegenwoordigen;
- 2<sup>o</sup> twee leden benoemd door de Koning.

Op dezelfde wijze wordt voor elk van die leden een plaatsvervanger benoemd ten einde hem in geval van verhindering te vervangen.

.../...

De Koning ontslaat de leden en hun plaatsvervangers; indien zij benoemd zijn op de voordracht van de beroepsverenigingen die de kredietinstellingen vertegenwoordigen, kunnen zij echter alleen worden ontslagen op verzoek of na advies van die verenigingen".

Indien het echter de bedoeling is dat de plaatsvervanger op dezelfde lijst van drie kandidaten als het gewone lid wordt benoemd, of nog dat de bevoegdheid om de leden en de plaatsvervangers voorgedragen door de beroepskringen in die sector te ontslaan op generlei wijze wordt beknot, moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

Het tweede lid, dat het vierde lid wordt, moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 7, vierde lid, is toepasselijk op de lastgevingen bedoeld in het eerste en het tweede lid".

2. Ofschoon de gemachtigde van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen niet stemgerechtigd is, rijst er twijfel omtrent de vraag of in het ontworpen derde lid zijn zetel al dan niet inaanmerking hoeft te worden genomen voor de vaststelling van het quorum en de meerderheid, terwijl het de bedoeling is dat zulks niet het geval is.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat men schrijve : "... woont, met raadgevende stem, alle beraadslagingen van het bestuurscomité bij", naar analogie

.../...

van het bepaalde in artikel 12 van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935.

3. In het ontworpen vierde lid moeten de woorden "vergaderingen en beslissingen" vervangen worden door de woorden "verrichtingen, beraadslagingen en beslissingen", die meer in overeenstemming zijn met die welke worden aangewend in de artikelen 11 en 12 bedoeld in de tekst.

De gemachtigde van de minister is gevraagd te preciseren waarom de toepassing van de bij die artikelen voorgeschreven controlemaatregelen gerechtvaardigd is indien aan de deposanten schadeloosstelling moet worden toegekend, doch niet, zoals in de memorie van toelichting te lezen staat, in de gevallen van "preventieve tegemoetkomingen". Daarop heeft hij de volgende toelichting verstrekt :

"La différence de régimes, au regard de la "tutelle", selon que le comité de direction de l'I.R.G. décide d'une intervention préventive ou d'une intervention d'indemnisation s'explique par la philosophie de ces interventions respectives. Les interventions en indemnisation sont encadrées par les dispositions organiques et statutaires de l'Institut de réescompte et de garantie par les termes, très précis, du protocole qui précisera les critères, limites et modalités des remboursements. Rien de similaire n'existe en ce qui concerne les interventions préventives, qui sont réglées uniquement par une indication très générale, dans le protocole, des cas dans lesquels ces interventions peuvent être décidées. Ces cas sont définis en deux hypothèses. La première vise les cas où l'intervention préventive est moins onéreuse qu'une intervention de remboursement; la seconde vise le cas où il s'indique, dans l'intérêt général du système monétaire et du crédit, de prévenir le risque de défaillance de

.../...

l'établissement de crédit en cause. Quant à la conception du financement, bien que les contributions versées par les établissements de crédit deviennent la propriété de l'I.R.G., la philosophie du système considère, en quelque sorte que les établissements de crédit gardent une sorte de "clé" sur l'utilisation de leur contribution pour des cas d'interventions préventives qui comportent soit le sauvetage d'un concurrent, soit la couverture de son passif, au moins envers les épargnants. De plus, les interventions préventives peuvent comporter des prélèvements importants sur les ressources du fonds, alors que celles-ci doivent pouvoir être mobilisées, également, et d'une façon réglée comme dit plus haut, en cas d'intervention en indemnisation. Comme dans le protocole existant depuis 1985, le Gouvernement a marqué son accord pour que ces interventions préventives, à décider par l'Institut de réescompte et de garantie, ne puissent l'être que moyennant un quorum spécial, englobant un nombre suffisant de représentants du monde des établissements de crédit, puisque ce sont les ressources provenant de la communauté bancaire qui sauvent un concurrent ou désintéressent ses créanciers. Le Gouvernement a considéré, en conséquence, que le processus de décision des interventions préventives ne doit pas comporter une intervention de tutelle du ministre des Finances".

Ontworpen artikel 7bis, § 2.

Het quorum is het minimumaantal leden van een vergadering van wie de aanwezigheid vereist is opdat ze geldig kan beraadslagen en beslissen; het eerste lid schrijft een bijzondere tweederde meerderheid voor, doch geen quorum; de meerderheid wordt gevormd op basis van het aantal aanwezige leden of uitgebrachte stemmen.

Men ziet derhalve niet in dat de statuten, zoals de gemachtigde in verband met het tweede lid aangeeft, regelen hoe de bij de wet voorgeschreven quorums worden

.../...

bepaald, daar de wet in werkelijkheid geen enkel quorum bepaalt (1).

Derhalve moet worden beoordeeld of het niet wenselijk is de tekst ter zake aan te vullen teneinde het vereiste van de bijzondere meerderheid beter tot uiting te doen komen, eventueel zelfs door het quorum op te leggen voor elk van beide groepen, die respectievelijk bestaan uit de vertegenwoordigers van de overheid en die van de krediet-instellingen.

Ontworpen artikel 7bis, § 3.

Omtrent deze paragraaf heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichtingen verstrekt :

"Les "organes ordinaires" sont bien, d'une part, le comité de direction dans sa formation ordinaire et, d'autre part, le directeur général.

En vertu de l'article 23, alinéa 4, des statuts de l'I.R.G., le directeur général est également autorisé à engager l'Institut pour les affaires courantes.

Les délégations de pouvoir pour l'exécution des décisions sont prévues pour mettre en oeuvre le système de gestion financière des disponibilités du Fonds. Le comité de direction élargi définira la politique générale de cette gestion tandis que la traduction concrète, au niveau de la gestion journalière, pourrait

---

(1) Het onderscheid dat soms wordt gemaakt tussen "aanwezigheidsquorum" en "stemquorum", met welke laatste term het vereiste aantal gunstige stemmen wordt bedoeld, duidt op een slechte kennis van de precieze betekenis van de term "quorum".

être confiée au comité de direction ordinaire ou au directeur général. Ceux-ci pourraient, concrètement, être chargés, dans le cadre des directives données par le comité de direction élargi, des opérations de placement et de réalisation des avoirs. Les subdélégations sont prévues, d'une part, pour permettre à des agents de l'Institut de mettre en oeuvre des décisions de gestion journalière des organes ordinaires et, éventuellement, pour y associer des personnes spécialisées en la matière et venant du monde des établissements de crédit. Il est évident que l'exécution des décisions générales du comité de direction élargi comportera des actes juridiques. Ceux-ci engageront l'Institut pour compte du système de protection des dépôts".

Ontworpen artikel 7bis, § 5.

Artikel 3, vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut bepaalt dat de houders van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen (1) zelfs tegenover derden slechts voor het bedrag van hun inschrijving aansprakelijk zijn.

Voorts waarborgt de Staat krachtens artikel 5, derde lid, van hetzelfde besluit tegenover derden de goede afloop van de obligo's van het instituut; krachtens de ontworpen bepaling geldt die waarborg niet voor de verplichtingen aangegaan in het kader van de depositobeschermingsregelingen.

---

(1) Alleen kredietinstellingen naar Belgisch recht die door de Minister van Financiën zijn erkend, mogen op die aandelen inschrijven of ze kopen.

De gemachtigde van de minister wijst erop dat de financiering van die systemen door de bijdragen van de aangesloten instellingen :

"ne doit pas conduire à modifier l'article 3 de l'arrêté royal n° 175 relatif à la libération de la part souscrite par les détenteurs de parts dans le capital de l'I.R.G. Il y a , en effet, une séparation totale, sur le plan comptable et patrimonial, entre les moyens d'actions de l'Institut dans son rôle, d'une part, de financement du secteur bancaire et, d'autre part, dans la gestion des systèmes de protection des dépôts. Les éventuelles libérations du capital souscrit sont dues par les établissements de crédit, détenteurs de parts, en leur qualité d'"actionnaires" de l'I.R.G. tandis que les appels complémentaires de cotisation sont dus en leur qualité de débiteurs de l'I.R.G., sur base du protocole contractuel à intervenir entre les établissements de crédit et cet Institut.

De la même manière, la garantie de l'Etat a été conçue, en 1935, pour couvrir les obligations de l'Institut découlant de son rôle de financier des établissements de crédit. Il est évident que l'on ne pouvait imaginer que les engagements pris par l'Institut (voir ci-après) dans le cadre du système de protection des dépôts soient couverts par la garantie de l'Etat. Ce serait, en effet, faire supporter par l'Etat toute la charge des obligations que l'Institut ne serait pas en mesure d'honorer sur base des disponibilités du Fonds. Comme les systèmes de protection des dépôts sont fondés sur un principe de solidarité des établissements de crédit, cette charge de l'Etat est évidemment à exclure. C'est pourquoi, d'ailleurs, le § 5 suspend les obligations de l'Institut en cas d'insuffisance du Fonds et exclut la possibilité pour l'Institut d'être exécuté dans le cadre des systèmes de protection des dépôts au-delà des disponibilités du Fonds et écarte la garantie de l'Etat".

.../...

Artikelen 28 en 29.Algemene opmerking.

Omtrent de eventuele invoeging van die zelfstandige bepalingen in een wetgeving die, in tegenstelling tot het ontwerp niet wezenlijk gekenmerkt wordt door de verscheidenheid van de onderwerpen, heeft de gemachtigde van de minister gesteld :

"La seule législation dans laquelle les dispositions prévues à l'article 28 auraient pu s'intégrer est la loi organique de l'Institut de réescompte et de garantie (arrêté royal n° 175). C'est dans cette voie que l'on s'était, en un premier temps, orienté. Toutefois, cette insertion aurait porté sur de nombreux et longs textes qui ne sont pas tous relatifs à des interventions de l'I.R.G. mais, également, à des interventions de la Commission bancaire et financière. L'I.R.G. a souhaité que ne soient introduites dans sa loi organique que les seules dispositions relatives à l'organisation de l'institut".

De inhoud van de artikelen 28 en 29 moet worden opgenomen in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, in de titel betreffende de depositobeschermingsregelingen, na artikel 110, in de vorm van artikelen 110bis, 110ter, 110quater, enz.

Artikel 14, lid 1, tweede alinea, van richtlijn 94/19/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 1994 inzake de depositogarantiestelsels bepaalt dat in de bepalingen die de Lid-Staten in werking doen treden om aan de richtlijn te voldoen, verwezen wordt naar die richtlijn of dat hiernaar verwezen wordt bij de officiële

.../...

bekendmaking van die bepalingen; de regels voor deze verwijzing worden vastgesteld door de Lid-Statens.

Eén van de manieren om aan voornoemd artikel te voldoen, bestaat erin het eerste van die artikelen als volgt te stellen :

"Art. 110bis. De artikelen 110ter tot 110 (...) voorzien in de toepassing van richtlijn 94/19/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 1994 inzake de depositogarantiestelsels".

De zeven paragrafen die artikel 28 van het ontwerp vormen, moeten in verscheidene afzonderlijke artikelen worden ingedeeld; gelet op de respectieve onderwerpen van iedere paragraaf, lijken die paragrafen ondeugdelijk geordend; de paragrafen 2 en 6, die betrekking hebben op de regels inzake inwerkingtreding van de regeling ten behoeve van de deposanten van de instellingen naar Belgisch recht, moeten in een eerste artikel worden samengevoegd; in een tweede artikel moeten de paragrafen 1 en 7 worden opgenomen, die het bijzondere geval regelen van de vrijwillige of verplichte aansluiting van sommige bijkantoren van instellingen die onder het recht van een andere Lid-Staat vallen; in een derde artikel moet paragraaf 5 komen, die betrekking heeft op de eventuele initiële bijdragen aan de financiering van de regeling, en ten slotte moeten in een vierde artikel de paragrafen 3 en 4 worden gegroepeerd, die aanvullende regels bevatten inzake de schuldvorderingen en andere tegoeden van de beschermingsregeling.

.../...

Artikel 28.Bijzondere opmerkingen.Paragraaf 1, tweede lid.

1. Artikel 4, lid 4, van de voormelde richtlijn maakt geen gebruik van de woorden "de prudentiële toezichts-autoriteit" die dan ook behoren te worden vervangen door die welke daarin wel worden gebruikt : "de autoriteit die de vergunning heeft verleend".

2. Om de bepalingen van de richtlijn na te leven, behoort in de tweede zin te worden geschreven : "Indien de toestand niet binnen twaalf maanden wordt verholpen, kan het Instituut ...".

Paragraaf 2.

1. Voor de tweede zin van het eerste lid is het beter getrouwer aan te sluiten bij de redactie van artikel 1, 3, i, tweede alinea, van de richtlijn en te schrijven :

"Deze vaststelling geschiedt uiterlijk eenentwintig dagen nadat voor het eerst is vastgesteld dat een krediet-instelling heeft nagelaten een verschuldigd en betaalbaar deposito terug te betalen".

.../...

Paragraaf 3.

Artikel 19 van de hypotheekwet bevat twee bepalingen 4<sup>o</sup> novies, de ene ingevoegd bij de wet van 26 maart 1971, de andere door die van 10 april 1971; om elke verwarring te voorkomen is het beter in het tweede lid te schrijven :

"... onmiddellijk na die vermeld in 4<sup>o</sup> novies van artikel 19 van de wet van ...".

Paragraaf 4.

Over deze paragraaf heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijkingen verstrekt :

"La référence concerne bien le paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 28. Cette référence couvre tous les systèmes de protection des dépôts qui pourraient être, soit institués par l'I.R.G., soit institués autrement mais confiés à l'institut pour ce qui est de leur gestion.

Les "produits" des systèmes de protection des dépôts visent les revenus procurés par le placement des avoirs du système. Le terme est classique en droit comptable et financier. Il ne s'agit pas, en effet, toujours en termes juridiques, de "revenus", par exemple lorsqu'il s'agit de plus-values constatées à l'occasion de la réalisation de certains avoirs".

Het begin van de paragraaf zou dan ook beter als volgt worden gesteld :

.../...

"§ 4. Voor het Herdiscontering- en Waarborg-instituut zijn de ontvangsten en opbrengsten van de activa van de depositobeschermingsregelingen geen inkomsten ...".

Paragraaf 5.

1. Zoals de commentaar bij artikel 28 aangeeft, biedt deze paragraaf

"de Koning de mogelijkheid om een toetredingsbijdrage vast te stellen voor instellingen die in de nieuwe regeling geen stortingen inbrengen van in het verleden gevormde fondsen noch de in artikel 29 bedoelde waarborg".

De gemachtigde van de minister verklaart dat de aldus aan de Koning opgedragen bevoegdheid een verordening-bevoegdheid is, maar zulks blijkt niet duidelijk uit de tekst; de tekst behoort dan ook te worden aangepast en hij dient te bepalen dat de Koning niet de initiële bijdrage zelf vaststelt maar wel de evaluatie- of berekeningswijze ervan.

De gemachtigde is het er wel mee eens dat het slot van de paragraaf aldus zou kunnen worden geredigeerd : "... waaraan zij vroeger hebben deelgenomen of die de in artikel (29) bedoelde waarborg niet genieten, aan de in § 1 bedoelde ... (voorts als in het ontwerp)".

De gemachtigde ambtenaar verstrekt daaromtrent bovendien de volgende verduidelijkingen :

.../...

"Il est exact que les établissements visés à l'article 29 ne pourront se voir appliquer le paragraphe 5, puisque ces établissements bénéficient de l'intervention spéciale de l'Etat sous forme d'une garantie de 3 milliards accordée au fonds.

Cette différence s'explique par le fait que les établissements visés à l'article 28, § 5, ne sont pas des établissements prévus à l'article 29. Il s'agit, en effet, des associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel, qui, dans la situation actuelle, ont un système propre d'indemnisation des défaillances, système qui pourrait ne pas avoir de ressources à apporter au système unique nouveau.

L'on ne croit pas que la disposition comporte un élément de discrimination. Au contraire, la disposition vise à assurer, selon des règles qui doivent s'inspirer d'un principe d'équité, un apport proportionnel de ces associations de crédit".

De in artikel 29 bedoelde waarborg geeft aanleiding tot de volgende commentaar :

"Cette garantie s'analyse comme un des éléments du financement du système. En cas de difficulté d'un établissement bénéficiant de cette garantie, celle-ci jouera avant les ressources générales du fonds. Il y a parallélisme avec les "apports" des établissements privés pour lesquels sont apportés les soldes disponibles des fonds d'intervention mis en place en 1985 et qui seront, eux également, utilisés prioritairement et pour les interventions au bénéfice d'établissements de crédit des catégories en question. Cette garantie de trois milliards s'analyse donc comme un élément, dès le départ, du financement du nouveau fonds de protection des dépôts. La différence, purement apparente, tient au fait que les établissements privés participent à un système de protection des dépôts depuis dix ans tandis que, depuis la même époque, les établissements publics de crédit étaient tenus à verser, à l'Etat; une contribution calculée sur des bases identiques (0,2%) mais qui a servi aux

.../...

ressources ordinaires de l'Etat sans qu'un fonds ait été constitué (loi du 1er août 1985). Il y a donc bien, sur le plan économique et financier, une équivalence entre les apports des fonds privés existants et l'apport de sa garantie effectué par l'Etat dans l'intérêt des institutions garanties. La chose apparaît, dans le texte du projet (article 28, § 5, in fine), dont vous n'avez repris que la première partie ("pour lesquels ne sont pas versées des contributions apportées par un système auquel ils auraient adhéré antérieurement") et non la seconde, équivalente ("ou pour lesquels une garantie n'est pas constituée").

Volgens de commentaar in de memorie van toelichting bij artikel 29, betekent de bijzondere Staatswaarborg in geval van tegemoetkomingen voor 31 december 1999, die noodzakelijk zijn gemaakt door de toestand van de openbare kredietinstellingen of van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas - Bank, "een tijdelijk middel om de deposito-beschermingsregelen te stijven, als compensatie voor het feit dat deze instellingen niet hebben bijgedragen tot de middelen die in het verleden zijn opgebouwd".

De gemachtigde van de minister kan moeilijk worden bijgevalen als hij besluit dat er gelijkwaardigheid bestaat tussen, enerzijds, de inbreng van de bestaande privé-fondsen, waarmee de initiële bijdragen dienen te worden gelijkgesteld van de instellingen die daarbij niet zijn aangesloten, en, anderzijds, de "inbreng" van de Staatswaarborg in geval van tegemoetkoming ten gevolge van de situatie van een van de kredietinstellingen genoemd in artikel 29; immers, terwijl de eerste definitief verkregen is door het gemeenschappelijk waarborgfonds, blijft het verlenen van de Staatswaarborg niets meer dan een mogelijkheid tijdens een

.../...

overgangperiode van vijf jaar; in tegenstelling tot de reële inbreng van de privé-fondsen of van de instellingen die er niet bij aansluiten, zou de Staatswaarborg dus slechts tot de stijving van het fonds bijdragen in geval van tegemoetkoming, tijdens die periode, ter compensatie van het in gebreke blijven van een van de instellingen in het belang waarvan hij wordt gesteld.

Bovendien zal de rente van dat bedrag van 3 miljard, zolang als de Staat niet hoeft in te grijpen, te beurt vallen aan de Staat en niet aan het fonds.

Om een gelijkwaardig systeem op te zetten zou die drie miljard op zijn minst dadelijk en definitief door de Staat moeten worden ingebracht als bijdrage aan het depositobeschermingsstelsel opdat zulks voor hem verkregen is. Bij ontstentenis van zulk een inbreng zou het ene stelsel ten opzichte van het andere gediscrimineerd worden zonder dat hiervoor objectieve criteria bestaan.

2. Wat paragraaf 7 betreft, heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijkingen verstrekt :

"L'expression "à défaut d'une telle participation" doit être entendue comme signifiant "lorsque la succursale n'adhère pas, en Belgique, au système de protection des dépôts dans la limite des exigences de la directive européenne".

Le paragraphe 5, est, en principe, susceptible de s'appliquer dans le cas visé au paragraphe 7. Il est prématuré de déterminer si le paragraphe 5 serait appliqué effectivement.

.../...

La dernière phrase du paragraphe 7 de l'article 28 ne s'applique, bien évidemment, qu'aux cas où une des succursales visées par ce paragraphe n'aurait pas adhéré suite à l'injonction qui lui aurait été faite par la commission bancaire et financière. Compte tenu de cette précision, l'article 12, alinéa 3, de la directive est sans rapport avec la phrase examinée, mais bien avec la première phrase du paragraphe 7.

Par ailleurs, il y a une différence entre le système de l'article 4, § 4, de la directive qui concerne une exclusion du système d'une institution qui a été membre du système de protection des dépôts et le cas très particulier réglé par le paragraphe 7 discuté qui, dans sa dernière phrase, concerne une institution qui n'a pas, malgré l'injonction qui lui en a été faite, participé à un système de protection des dépôts et qui sera, en conséquence, l'objet de mesures conduisant à remettre en question son droit de fonctionner comme établissement de crédit".

De bepalingen waarvan sprake is, geven aanleiding tot de volgende opmerkingen :

- 1° de wetgever, en niet de Koning, dient de juiste werkingssfeer van de in de paragrafen 1, 5 en 7 bedoelde regels vast te stellen;
- 2° zodra de wet de voormelde bepalingen heeft aangevuld wat de werkingssfeer ervan betreft, dient te worden bepaald dat de Koning de wijze van evaluatie en berekening van de bijdrage vastlegt.

De verwijzing naar artikel 75 van de wet is overbodig aangezien dat artikel, volgens de bewoordingen ervan, van toepassing is wanneer een bijkantoor zich niet conformeert aan de daarvoor in België geldende wettelijke en reglementaire bepalingen; zulks zou het geval zijn bij

.../...

weigering van aansluiting, indien dat door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen wordt geëist.

Ofwel neemt het bijkantoor deel aan deposito-regelingen en is het door de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, opgezette systeem van toepassing.

Ofwel weigert het bijkantoor deel te nemen aan depositoregelingen en dan is artikel 75 van de wet van 22 maart 1993 van toepassing.

De laatste volzin van paragraaf 7 behoort te worden aangevuld zodat hij deze beide gevallen duidelijk uiteenzet.

#### Paragraaf 7.

Er dient te worden verwezen naar de opmerking die onder paragraaf 5 is gemaakt.

#### Artikel 29.

1. Er dient te worden verwezen naar de opmerking omtrent paragraaf 5 van artikel 28.

2. De gemachtigde van de minister levert de volgende commentaar bij het vierde lid :

.../...

"L'article 29, alinéa 4, vise à permettre au Roi de faire l'adaptation du texte en cas de privatisation d'établissements publics de crédit. Concrètement, il s'agirait :

- de faire passer certaines institutions citées dans l'alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, dans la rubrique de l'alinéa 1er, 2<sup>o</sup>;
- d'insérer, dans l'alinéa 2, la référence aux dispositions des lois ou arrêtés de pouvoirs spéciaux de privatisation, parallèlement à ce qui a été fait pour la référence à l'article 56, alinéas 2 et 4 de l'arrêté royal du 29 septembre 1993.

L'article 100 de la loi du 22 juillet 1973 pourrait, évidemment, servir de base à une adaptation de l'article 29, mais il s'agit d'une disposition de délégation de pouvoirs spéciaux pour une durée limitée et l'on ne doit pas exclure, dans l'un ou l'autre cas de privatisation qui pourrait se présenter, que les adaptations législatives se fassent par des lois ordinaires".

Bijgevolg dienen door een gewone wet de nodige aanpassingen te worden aangebracht in het eerste en het tweede lid; het vierde lid behoort dan ook te vervallen.

#### Artikel 30.

Er wordt verwezen naar slotopmerking nr. 1.

Bovendien behoort men te schrijven :

"Art. .... De artikelen 248 en 249, § 6, vervangen bij de wet van 22 maart 1993, van de wet ...".

.../...

Artikel 31.

De ontworpen bepaling onder 2° strekt ertoe de gemeentespaarkassen, in afwijking van de artikelen 64, 5°, en 110, eerste lid, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen vrij te stellen van elke deelneming aan een collectieve deposito-beschermingsregeling.

De eerste en tweede alinea van artikel 3, lid 1, van de richtlijn luiden als volgt :

"...

De Lid-Staten mogen een kredietinstelling evenwel vrijstellen van deelneming aan een depositogarantiestelsel indien deze kredietinstelling deelneemt aan een stelsel dat de kredietinstelling zelf beschermt, en met name haar liquiditeit en solvabiliteit waarborgt, waardoor aan de deposanten een beschermingsniveau wordt geboden dat ten minste gelijkwaardig is aan het door een depositogarantiestelsel geboden niveau, en dat volgens de bevoegde autoriteiten aan de volgende voorwaarden voldoet :

...

- het stelsel behelst geen door de Lid-Staat zelf of een van zijn lokale of regionale autoriteiten verleende garantie aan de kredietinstellingen".

De vorm van garantie die het gevolg is van de omstandigheid dat de gemeentespaarkassen geen andere rechtspersoonlijkheid noch vermogen bezitten dan die van de gemeente, zodat de gemeente instaat voor al hun verbintenissen, kan bezwaarlijk worden beschouwd als het door de bovenvermelde alinea 2 bedoelde gevolg van een deelneming "aan een stelsel dat de kredietinstelling zelf beschermt" en "geen door de Lid-Staat zelf of een van zijn lokale of

.../...

regionale autoriteiten verleende garantie aan de kredietinstellingen" behelst, zodat kan worden betwijfeld of de ontworpen bepaling met de richtlijn overeenstemt.

Artikel 32.

Er wordt verwezen naar slotopmerking nr. 1.

Artikelen 35 en 36.

De regels van de formele wetgevingstechniek staan eraan in de weg dat wetsartikelen worden opgeheven die strekken tot wijziging van artikelen van een andere wet. Zulks is nochtans de strekking van :

- 1° artikel 32 (dat overigens doelloos is geworden door de wet van 28 juli 1992) en artikel 33 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium, waarbij de artikelen 1 en 5 van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld zijn gewijzigd.
- 2° de artikelen 69 en 70 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, die eveneens wijzigingen aanbrengen in de voormelde artikelen 1 en 5.

De artikelen 37 en 38 van het ontwerp, die de voormelde artikelen 1 en 5 vervangen, volstaan. De hoofdstukken VIII en IX, die de artikelen 35 en 36 van het ontwerp bevatten, zijn onnodig en behoren te vervallen.

.../...

### Hoofdstuk X.

Over de bepalingen van het ontworpen hoofdstuk X wordt in de memorie van toelichting geen commentaar gegeven.

Volgens de gemachtigde van de minister herhalen die bepalingen bestaande teksten, met enkele aanpassingen waarvan hij het nut niet verduidelijkt.

In ieder geval dient de commentaar die aan de artikelen van dit hoofdstuk wordt gewijd te worden uitgebreid met uitleg omtrent de redenen van de aanpassingen die in de bestaande teksten worden aangebracht.

### Artikel 37.

In de inleidende zin behoort te worden geschreven :  
"... der Staatsschuld, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992 ...".

### Artikel 38.

In het ontworpen artikel 5, derde lid, vervange men de streepjes door de indelingen 1º en 2º.

.../...

Artikelen 41 en 42.

De artikelen 41 en 42 van het ontwerp strekken beide tot wijziging van artikel 2 van de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een Rentenfonds. Deze bepalingen dienen te worden samengebracht in een artikel, luidende :

"Art. .... In artikel 2 van de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een Rentenfonds, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :  
"...";
- 2° het volgende lid wordt tussen het vierde en het vijfde lid ingevoegd : "...".

Artikel 44.

Ten einde elke discrepantie met de terminologie die gebruikt wordt door de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten te voorkomen, wordt voorgesteld het ontworpen artikel 126<sup>1</sup>, 15°, als volgt te redigeren :

"15° de leningen van effecten".

.../...

Deze opmerking geldt tevens voor het ontworpen artikel 139bis, 5° (artikel 46 van het ontwerp).

#### Artikel 46.

Hoewel de commentaar bij het artikel zulks niet duidelijk laat blijken, heeft de vrijstelling waarin voorzien wordt in het ontworpen artikel 139bis, 5°, tot gevolg dat indirecte prolongatie voortaan de enige prolongatieverrichting tegen effecten is die, overeenkomstig artikel 138 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, belastbaar is, hetzij voor de persoon die prolongeert (bij speculatie à la hausse), hetzij voor de persoon die prolongatie neemt (bij speculatie à la baisse).

Als deze interpretatie overeenstemt met de wil van de steller van het ontwerp, behoort de memorie van toelichting in dat opzicht te worden aangevuld.

#### Artikel 47.

Zoals gebruikelijk is schrijve men de inleidende zin als volgt :

"Art. .... In artikel 46, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 28 juli 1992, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd : ".

.../...

Artikel 49.

Zoals gebruikelijk is schrijve men de inleidende zin als volgt :

"Art. .... Artikel 210, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 6 augustus 1993, wordt aangevuld als volgt :

"5° ...".

Artikel 50.

Zoals gebruikelijk is schrijve men de inleidende zin als volgt :

"Art. .... Artikel 211, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 6 augustus 1993, wordt aangevuld met het volgende lid : ".

Artikel 51.

Het artikel van het ontwerp voegt niet alleen in artikel 216 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 nieuwe bepalingen in, maar verplaatst er andere met dat doel. Het verdient geen aanbeveling zulke verplaatsingen te doen, gelet op de verwijzingen die door andere teksten naar de aldus verplaatste bepalingen zouden kunnen worden gemaakt; het gebruik van zulk een procédé vooronderstelt immers dat alle eventuele verwijzingen worden aangepast om met die verplaatsingen rekening te houden.

.../...

Om elke verwarring te voorkomen, verdient het aanbeveling de ontworpen bepaling in te voegen in artikel 216 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in de vorm van een 1<sup>o</sup>bis.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 53 van het ontwerp.

#### Artikel 52.

Aangezien artikel 231, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 thans vier leden bevat, moet de inleidende zin als volgt worden gesteld :

"Art. .... In artikel 231, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 28 juli 1992, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :".

#### Artikel 53.

1. Gelet op de opmerking die over artikel 51 is gemaakt en overeenkomstig de gevestigde gewoonte, dient de inleidende zin als volgt te worden geschreven :

"Art. .... In artikel 246 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 30 maart 1994, wordt een 1<sup>o</sup>bis ingevoegd, luidende :".

.../...

2. In het ontworpen onderdeel 2° schrijve men :

"2° in het geval vermeld in artikel 231, § 2, tweede lid, wordt ...".

#### Artikel 54.

1. In de inleidende zin schrijve men : "... , ingevoegd door de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 30 maart 1994, ...".

2. In 1°, schrijve men : "in het eerste lid, 1°, eerste streepje, ...".

#### Artikel 57.

1. Teneinde de onnodig zware en ingewikkelde redactie van het ontworpen artikel 265, 1°, te vereenvoudigen, wordt voorgesteld die bepaling als volgt te stellen :

"1° aan de Staat, uit hoofde van beleggingen op korte termijn om het hoofd te bieden aan de kastekorten te wijten aan de onmogelijkheid om ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Aangezien het fonds voor belegging in schuld-vorderingen geen eigen rechtspersoonlijkheid bezit, zou het beter zijn het ontworpen artikel 265, 2°, als volgt te stellen :

.../...

"2° aan de vennootschappen bedoeld in artikel 261, 3°, wegens de schuldvorderingen die behoren tot de beleggingsfondsen waarvan zij het beheer verzorgen".

Artikel 58.

In plaats van woorden in te voegen in de inleidende zin van artikel 266, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, is het beter het volledige te wijzigen lid over te nemen en artikel 58 als volgt te redigeren :

"Art. .... Artikel 266, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 266. De Koning kan ... (voorts zoals in artikel 266, eerste lid, van het Wetboek) ... voor zover het gaat om :

- 1° inkomsten die verkregen zijn door personen wier identiteit kan worden vastgesteld;
- 2° inkomsten die verkregen zijn door collectieve beleggingsinstellingen naar buitenlands recht :
  - a) waarvan het onverdeelde vermogen wordt beheerd door een beheersvennootschap voor rekening van de deelnemers;

.../...

- b) en waarvan de aandelen in België niet openbaar worden uitgegeven en niet in België worden verhandeld;
- 3° inkomsten uit effecten aan toonder ... (voorts zoals in artikel 266, eerste lid, met dien verstande echter dat 1°, 2° en 3° worden vervangen door a), b) en c))".

#### Artikel 60.

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is onder artikel 13.

#### Artikel 61.

Er wordt verwezen naar de slotopmerkingen nrs. 1 en 2.

#### Artikel 64.

Wat hoofdstuk XVII van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar slotopmerking nr. 2.

#### Artikel 65.

1. Gelet op de opmerking die over artikel 68 zal worden gemaakt, dienen de woorden "Paragraaf 1", die voorkomen in paragraaf 2, te worden vervangen door de woorden "Paragraaf 1, eerste lid".

.../...

2. Door te bepalen dat de Koning, binnen de grenzen en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, kan beslissen dat de verrichtingen van uitlening en cessie-retrocessie die bedoeld zijn in paragraaf 2 dienen te worden geacht geen eigendomsoverdracht tot gevolg te hebben, staat paragraaf 3 de uitvoerende macht in feite toe :

- a) het fiscale stelsel te wijzigen van de meerwaarden die kunnen ontstaan bij de cessie van aandelen (1);
- b) de begunstigde vast te stellen van de fiscale voordelen die verbonden zijn aan de dividenden die uitgekeerd worden tijdens de cessie-retrocessie.

Door aan de Koning de bevoegdheid op te dragen wijzigingen aan te brengen in de grondslag waarop de cedent-uitlener en de cessionaris-lener in voorkomend geval belast zullen worden, gaat paragraaf 3 voorbij aan de artikelen 170, § 1, en 172, tweede lid, van de Grondwet, die de aanneming van de regels betreffende de belastinggrondslag, de belastingtarieven en de eventuele vrijstellingen aan de wetgever voorbehouden.

Paragraaf 3 dient dan ook grondig te worden herzien.

---

(1) Men kan immers bezwaarlijk volhouden dat die meerwaarden altijd verkregen worden in de zin van artikel 43 van het wetboek als de cessie-retrocessie niet langer wordt geacht eigendomsoverdracht tot gevolg te hebben.

Artikel 68.

De bepaling in artikel 68 zou beter op haar plaats zijn in artikel 65, waar het principe staat vermeld waarvan het de praktische reikwijdte aanzienlijk vermindert; er wordt dan ook voorgesteld artikel 68 te doen vervallen en artikel 65, § 1, aan te vullen met een tweede lid, luidende :

"Voor de toepassing van de regels betreffende de verrekening van de roerende voorheffing en van het forfaitaire gedeelte van buitenlandse belasting, wordt evenwel geen rekening gehouden met het eerste lid".

Artikel 69.

Artikel 85, tweede lid, van de wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële bepalingen neemt 26 juli 1993 als datum van inwerkingtreding van artikel 73 van dezelfde wet waarbij in het Wetboek der successierechten een boek IIbis is ingevoegd betreffende een jaarlijkse taks op de collectieve beleggingsinstellingen.

Voor 1993 hebben alle betrokken instellingen die nieuwe belasting betaald, maar drie ervan hebben sedertdien bij het bestuur een aanvraag om terugbetaling ingediend. De wijziging die voorgenomen is door artikel 69 strekt ertoe die bedoelingen te dwarsbomen door de inwerkingtreding van voormeld artikel 73 26 dagen te vervroegen, zodat de inwerkingtreding samenvalt met de dag van het jaar (1 juli) waarop men zich moet plaatsen om na te gaan welke vennootschappen de jaarlijkse taks op de collectieve beleggings-

.../...

instellingen verschuldigd zijn en wat het bedrag is van de belastingschuld van elk ervan (1).

Voor zover de bepaling van toepassing is op de inkomsten van 1993, vormt zij een schending van het beginsel dat het belastingstelsel van de belastingplichtige definitief vastgesteld dient te zijn de dag dat het belastbare tijdperk wordt afgesloten.

Bovendien blijkt uit de commentaar bij de wet dat er thans betwistingen hangende zijn en dat de tekst er alleen toe strekt daar op eenzijdige wijze een einde aan te maken.

Bijgevolg is de door de ontworpen bepaling voorgeschreven terugwerkende kracht onaanvaardbaar.

#### Artikel 70.

Met het oog op een betere samenhang in de structuur van het ontwerp, zou de regel betreffende artikel 48 van het ontwerp opgenomen moeten worden in een laatste artikel van hoofdstuk XIII, de regel betreffende de artikelen 55 tot 61 in een laatste artikel van hoofdstuk XIV en die betreffende de artikelen 64 tot 68 in een laatste artikel van hoofdstuk XVII.

---

(1) Zie de artikelen 161, 161bis en 161quater van het Wetboek der successierechten.

Artikel 72.

1. In de inleidende zin schrijve men "deze" in plaats van "onderhavige".

2. In 1<sup>o</sup> schrijve men "fabricage van nationale munt" in plaats van "nationale muntfabricage".

De opmerking geldt tevens voor het vervolg van het ontwerp.

3. Aangezien 2<sup>o</sup> de handelsbedrijvigheid die de Koninklijke Munt van België aan de dag kan leggen slechts bij wijze van voorbeeld noemt, zal het onmogelijk zijn een duidelijke scheidingslijn te trekken tussen de activiteiten voor de uitvoering waarvan die dienst door de wet gemachtigd is en die activiteiten die niet op zulk een machtiging steunen. Daardoor zal de wettigheid van de administratieve beslissingen betreffende de verkoop van nieuwe produkten door de Koninklijke Munt van België zeer slecht gewaarborgd zijn telkens als die produkten niet voorkomen in de opsomming die onder 2<sup>o</sup> staat. Bovendien behoort te worden opgemerkt dat 2<sup>o</sup>, doordat het geen exhaustieve opsomming geeft van de handelsactiviteiten van de Koninklijke Munt van België, er met schending van het beginsel van de specialiteit van de begroting, dat ingeschreven is in artikel 180, tweede lid, van de Grondwet toe leidt ontvangsten van de Staat te bestemmen voor doeleinden die ten dele onbepaald zijn.

.../...

De handelsactiviteiten bedoeld in de artikelen 72, 2°, en 73, § 1, 2°, dienen positief te worden bepaald, zodat het mogelijk is met zekerheid vast te stellen welke activiteiten de Munt, met naleving van het wettigheidsbeginsel, mag ontplooien.

#### Artikel 73.

1. In het gehele artikel zou het woord "opdrachten" vervangen moeten worden door het woord "taken". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 77, § 1 (dat artikel 77, eerste lid, wordt).

2. Er wordt verwezen naar de opmerking die onder artikel 72 is gemaakt.

3. Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen, aangezien elke paragraaf uit slechts een lid bestaat.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 77.

#### Artikel 74.

Volgens de gemachtigde van de minister zou de tweede zin van het artikel ertoe strekken de bevoegdheden van de leidende ambtenaren van de Koninklijke Munt van België uit te breiden op het stuk van het plaatsen en uitvoeren van

.../...

overheidsopdrachten. Aangezien zulk een resultaat kan worden bereikt door het wijzigen van het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, lijkt die tweede zin geen nut te hebben en behoort hij te vervallen.

#### Artikel 75.

Gelet op artikel 71, tweede lid, van het ontwerp, dienen de woorden "dat Staatsbedrijf" te worden vervangen door de woorden "de Munt".

#### Artikel 76.

De woorden "die op 31 december 1994 ... bestaan" zijn moeilijk te verzoenen met de door artikel 85 aan de Koning gelaten bevoegdheid om als datum van inwerkingtreding van de bepalingen van hoofdstuk XX van het ontwerp een andere datum vast te stellen. Om deze opmerking te onderwerpen en duidelijker te laten blijken voor welke schulden en schuldvorderingen de Koninklijke Munt van België in de plaats komt van het Muntfonds, wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

Art. .... De Munt neemt de schulden en schuldvorderingen over die bedoeld zijn in artikel 5, tweede en derde lid, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, zoals het gewijzigd is bij de wet van 21 mei 1973. De nettowaarde van deze schulden en schuldvorderingen wordt in

.../...

aanmerking genomen om de inbreng van het Muntfonds in de Munt te beoordelen".

Artikel 77.

1. In de Franse tekst van paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) dienen de woorden "sur proposition de" te worden vervangen door de woorden "sur la proposition de".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 84.

2. Voorgesteld wordt de paragrafen 2 en 3 onder te brengen in een als volgt luidend lid :

"De inbreng van het Muntfonds in de Munt bestaat uit :

- 1° een bedrag van 50 miljoen frank;
- 2° de uitrusting en roerende goederen die noodzakelijk zijn voor de in artikel 73, § 1, bedoelde taken.

De commissie van toezicht van de amortisatiekas bepaalt de waarde van de goederen bedoeld in het tweede lid, 2°.

Artikel 78.

In het tweede lid schrijve men : "Het voorschot geeft aanleiding tot een vergoeding ... maanden".

.../...

Artikel 79.

1. Er wordt voorgesteld in 4° de woorden "andere dan onder artikel 73, § 1, 3°" te vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 73, eerste lid, 4°".

Bovendien zou het beter zijn te schrijven : "elke verkoop" in plaats van "alle verkopen".

2. In 5° zouden de woorden "alle verkoop van roerende goederen vermeld onder artikel 73, § 3" beter vervangen worden door de woorden "elke verkoop van roerende goederen, tot stand gebracht krachtens artikel 73, derde lid".

Artikel 80.

Het artikel dient te worden gewijzigd zodat duidelijker tot uiting komen :

- a) de criteria voor de toewijzing van de netto-opbrengst van de uitgaven;
- b) de procedure voor de toewijzing van die opbrengst;
- c) de categorieën personen aan wie de netto-opbrengst kan worden toegewezen.

.../...

Artikel 81.

In het eerste lid schrijve men "met goedvinden van" in plaats van "mits het akkoord van", alsook "twaalf maanden" in plaats van "twaalf maand".

In het tweede lid schrijve men "drie maanden" en niet "drie maand".

Artikel 82.

De inleidende zin van het artikel zou gemakkelijker te begrijpen zijn mocht hij als volgt worden gesteld :

"Art. .... De netto-winst van de Munt is gelijk aan het bedrijfsresultaat verminderd met :".

Artikel 83.

De woorden "van het Staatsbedrijf" moeten vervallen.

Artikel 84.

1. Twee (1) van de drie bestemmingen die door het artikel aan de netto-winst van de Munt kunnen worden gegeven, vormen afwijkingen van het beginsel dat de ontvangsten van die dienst bestemd zijn om zijn uitgaven te dekken. Het artikel zou dan ook aangevuld moeten worden met de criteria waarop het ministerie van Financiën en het beheerscomité zich moeten baseren wanneer zij beslissen over de bestemming die aan de netto-winst van de Munt moet worden gegeven.

Bovendien behoort rekening te worden gehouden met de bedoelingen die uitgedrukt zijn in de memorie van toelichting en dient bij voorbeeld een orde van voorrang te worden opgesteld voor de terugbetaling van de activa bedoeld in de artikelen 76 en 77.

2. In ieder geval dienen in de eerste zin van het artikel de woorden "beslist over" te worden vervangen door het woord "bepaalt".

3. In de Nederlandse tekst van de tweede zin schrijve men bovendien "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

---

(1) de terugbetaling, aan het Muntfonds, van het geheel of van een gedeelte van de inbreng bedoeld in artikel 77 alsook de toewijzing van het netto-winstsaldo van de Koninklijke Munt van België aan hetzelfde fonds.

Artikel 86.

1. Overeenkomstig de gevestigde gewoonte redigere men de inleidende zin als volgt :

"Art. .... Artikel 3 van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, opgeheven door de wet van 3 maart 1953, wordt hersteld in de volgende lezing :".

2. Er is geen reden om het ontworpen artikel 3 in paragrafen in te delen. Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou aldus gesteld moeten worden "Een Muntfonds wordt opgericht ... beheer. De nadere regels voor de uitvoering worden gegeven door de Koning, op voordracht ... Financiën en de Minister van Begroting".

3. In de ontworpen paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men "tot taak" in plaats van "tot opdracht".

Artikel 87.

1. Zoals gebruikelijk is, dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Art. .... Artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1988 en 28 december 1990, wordt vervangen als volgt :".

.../...

2. Er is geen reden om het ontworpen artikel 4 in paragrafen in te delen.

3. Opdat het ontworpen artikel 4, § 1 (die het eerste lid wordt) niet langer een gedeelte, maar alle ontvangsten van het Muntfonds opsomt, behoort het als volgt te worden aangevuld :

- "7° de inkomsten uit beleggingen die gedaan zijn krachtens artikel 6;
- 8° de sommen ontvangen bij de terugbetaling of de aflossing van de effecten die verkregen zijn krachtens artikel 6;"

De opmerking geldt mutatis mutandis voor de opsomming van de uitgaven van het Muntfonds in paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) van hetzelfde artikel.

4. In het ontworpen artikel 4, § 1 (die het eerste lid wordt), 2°, schrijve men : "... uit de omloop genomen ...".

5. In het ontworpen artikel 4, § 1 (die het eerste lid wordt), 5°, schrijve men "aan de Koninklijke Munt van België" en niet "aan het Staatsbedrijf".

.../...

6. In zijn huidige lezing schrijft artikel 4, eerste lid, 2°, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds reeds voor dat het actief van het bijzonder fonds waarvan sprake is in het ontworpen artikel 4, § 3, 1°, zal worden gestort in het fonds dat door het eerstgenoemde artikel wordt opgericht. Het ontworpen artikel 4, § 3, 1°, heeft dan ook nog slechts belang in het (vrij onwaarschijnlijke) geval dat de storting van het actief van het bijzonder fonds, in strijd met de voorschriften van de wet, nooit zou hebben plaatsgehad.

Als de storting heeft plaatsgehad, behoort de bepaling te vervallen.

7. De woorden "alsmede het beschikbare saldo op 31 december 1994" die voorkomen in het ontworpen artikel 4, § 3 (die het derde lid wordt), 2°, geven de bedoelingen van de stellers van het ontwerp slechts onvolledig weer; er wordt dan ook voorgesteld die woorden te schrappen en het lid aan te vullen met de volgende bepaling :

"4° het saldo dat fonds "70.01 Muntfonds" van de afzonderlijke sectie van de begroting vertoont de dag waarop artikel 87 van de wet van ... houdende fiscale en financiële bepalingen in werking treedt".

Artikel 88.

.../...

Overeenkomstig de gevestigde gewoonte dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Art. ..... Artikel 5 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 mei 1973, wordt vervangen als volgt :".

#### Artikel 89.

1. Zoals gebruikelijk is, dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 23 december 1988, wordt vervangen als volgt :".

2. Zoals het ontworpen artikel 6, tweede lid, is gesteld, wekt het de indruk dat alleen het verschil tussen de ontvangsten en de uitgaven in verband met het beheer van de effectenportefeuille aan de Schatkist vervult, terwijl in feite het batige saldo dat de gezamenlijke inkomsten van het Muntfonds eventueel aanwijzen ten opzichte van de totale uitgaven van dat Fonds, zulk een bestemming moet krijgen.

Daarom zou het ontworpen artikel 6, tweede lid, beter op zijn plaats zijn in het ontworpen artikel 4, in de vorm van een vierde lid (artikel 87 van het ontwerp).

#### Artikel 90.

Overeenkomstig de gevestigde gewoonte behoort te worden geschreven :

.../...

"Art. .... In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 1955 en 23 december 1988, worden de woorden ...".

#### Slotopmerkingen.

1. Het opschrift van de meeste hoofdstukken van het ontwerp heeft tot doel een wettekst te wijzigen. Bij het lezen van de artikelen van die hoofdstukken, stelt men echter vast dat het veeleer de bedoeling van de stellers van het ontwerp is geweest één specifieke aangelegenheid per hoofdstuk te behandelen, zodat sommige hoofdstukken tot wijziging van een bepaalde wet artikelen bevatten die niet die strekking hebben. Zie in dat verband de artikelen 30, 31, 32, 61 (naast de artikelen 3, 4 en 5).

2. Sommige wijzigingen van een zelfde wet zijn verspreid over het ontwerp : dat is bijvoorbeeld het geval met de wet van 4 december 1990 (hoofdstuk III en artikel 61). De wijzigingsteksten en de afzonderlijke bepalingen staan tevens te vaak door elkaar in plaats van duidelijk gescheiden te zijn.

Zulk een procédé doet afbreuk aan de samenhang en de leesbaarheid van de tekst.

.../...

3. Ten slotte behoort in een tekst die verschillende regelingen wijzigt, volgens de wetgevingstechnische voorschriften in principe de tijdsorde te worden gevolgd, te beginnen met de oudste. Dat is hier kennelijk niet geschied.

-----

BIJLAGE.

Volgende artikelen van de wet van 4 december 1990 zijn van toepassing op :

- beleggingsfonds met een veranderlijk aantal rechten van deelneming bestemd voor institutionele beleggers : artikelen 105, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede 2, artikel 107, 108, eerste lid, 1<sup>o</sup> en tweede lid, 109, § 1, § 2, 1<sup>o</sup>, 111, § 1, § 2, eerste en tweede lid, § 3, 112, 113, 120, 121, 122, § 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, § 2, 123, 124, § 1 en § 2, tweede lid, 126, §§ 1, 2 en 3, 127, 128, 129, §§ 1 en 2, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 146, 150, 151, 152, 153, 155;
- beleggingsfonds met een vast aantal rechten van deelneming bestemd voor institutionele beleggers : artikelen 105, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede lid, 107, 108, eerste lid, 2<sup>o</sup> en tweede lid, 109, § 1, § 2, 1<sup>o</sup>, 117, §§ 1 en 3, 120, 121, 122, § 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, § 2, 123, 124, § 1 en § 2, tweede lid, 125, eerste lid, 126, §§ 1, 2 en 3, 127, 128, 129, §§ 1 en 2, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 146, 150, 151, 152, 153, 155;
- beleggingsvennootschap met een veranderlijk aantal rechten van deelneming bestemd voor institutionele beleggers : artikelen 105, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede lid, 107, 108, eerste lid, 1<sup>o</sup> en tweede lid, 109, § 1, § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, § 3, 114, eerste lid, 115, §§ 1, 3, 4, 5, 6, 7, 120, 121, 122, § 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, § 2, 123, 124, § 1 en § 2, tweede lid, 126, 127, 128, 129, §§ 1 en 2, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 143, 144, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155;
- beleggingsvennootschap met een vast aantal rechten van deelneming bestemd voor institutionele beleggers : artikelen 105, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede lid, 107, 108, eerste lid, 2<sup>o</sup> en tweede lid, 109, § 1, § 2, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, § 3, 118, eerste lid, 119, §§ 1, 3 en 4, 120, 121, 122, § 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, § 2, 123, 124, § 1 en § 2, tweede lid, 125, eerste lid, 126, 127, 128, 129, §§ 1 en 2, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 143, 144, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155;

.../...

- fonds voor belegging in schuldvorderingen bestemd voor institutionele beleggers : artikelen 105, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede lid, 107, 108, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede lid, 109, § 1, § 2, 4<sup>o</sup>, 111, § 1, § 2, eerste en tweede lid, § 3, 112, eerste en tweede lid, 113, 117, § 3, 119ter, 120, 121, 122, §§ 1bis en 2, 123, 124, § 1 en § 2, tweede lid, 125, tweede lid, 126, §§ 1, 2 en 3, 127, 127bis, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 146, 150, 151, 152, 153, 155;
- vennootschap voor belegging in schuldvorderingen bestemd voor institutionele beleggers : artikelen 105, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede lid, 107, 108, eerste lid, 3<sup>o</sup> en tweede lid, 109, § 1, § 2, 4<sup>o</sup> en § 3, 119ter, 119quinquies, eerste lid, 119sexies, §§ 1, 3 en 4, 120, 121, 122, § 1bis en 2, 123, 124, § 1 en § 2, tweede lid, 125, tweede lid, 126, 127, 127bis, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 143, 144, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155.

L'avis concernant les articles 1er à 40

Het advies betreffende de artikelen 1 tot 40

a été donné par la deuxième chambre, composée de :

werd gegeven door de tweede kamer, samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame  
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,  
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.

L'avis concernant les articles 41 à 91

Het advies betreffende de artikelen 41 tot 91

a été donné par la deuxième chambre, composée de :

werd gegeven door de tweede kamer, samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. DELPEREE,  
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

Madame  
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,  
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.